

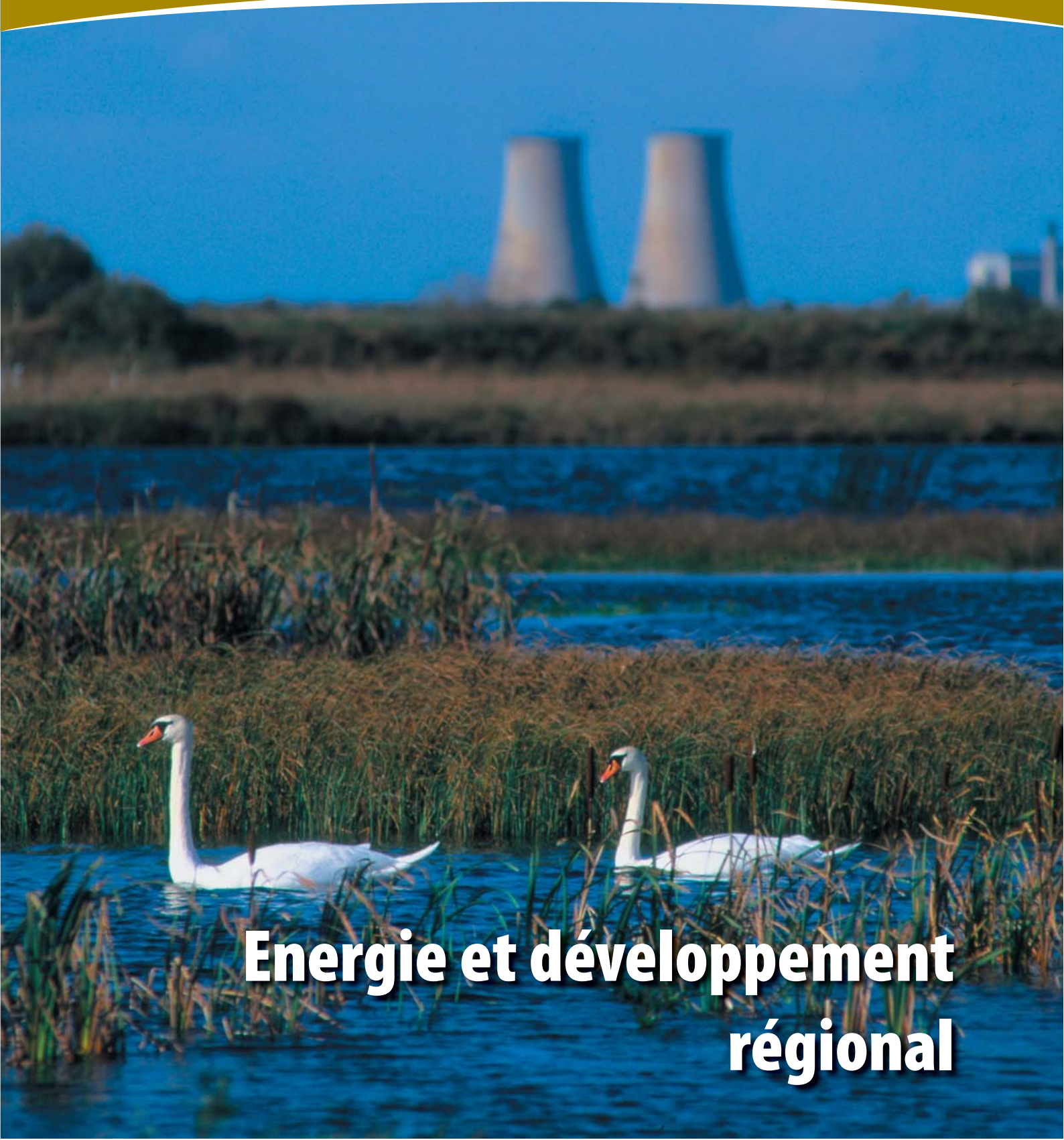
fr



Union européenne  
Politique régionale

# info regio

| N° 20 | Septembre 2006 | **panorama**



**Energie et développement  
régional**

# Sommaire

## Les régions entre disparités et convergence

Le Quatrième rapport d'étape sur la cohésion montre que, si les écarts de développement s'amenuisent à l'échelle de l'UE en raison d'une croissance rapide dans les Etats membres les moins prospères, de fortes disparités subsistent au niveau des régions, notamment en termes de capacité d'innovation.

4



## Energie et développement régional

### Energie durable: la connexion régionale

Proches des acteurs, les régions ont un rôle clé à jouer pour contribuer à la réalisation des objectifs de sécurité d'approvisionnement, de compétitivité et de durabilité, en promouvant sur le terrain l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies innovantes. Avec des retombées positives pour l'économie et l'emploi locaux.

7



**Témoignage: Estonie, Grèce, Italie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque**

17



**Le FEDER en action: Portugal, Allemagne, Autriche, Finlande**

18

### Reportage: A l'avant-garde des énergies

En Haute-Autriche, une politique volontariste est menée avec fruit depuis 1991 pour faire du défi énergétique une priorité du développement régional.

19



**Le FEDER en action: Espagne, France, Hongrie, Royaume-Uni**

23

**Témoignage: Danemark**

24



**INTERREG en action: INTERREG IIIA Allemagne/France/Belgique/Luxembourg, INTERREG IIIB "CADSES" et "Mer du Nord", INTERREG IIIC "Ouest"**

25

## Enraciner l'innovation dans les régions

«Innover grâce à la politique régionale»: cette première conférence d'une série placée sous le thème général «Les régions, actrices du changement économique», s'est tenue les 12 et 13 juin à Bruxelles.

26



## REGIO & Réseaux

27

## En ligne

28

Photos (pages): Commission européenne (1, 3, 4, 5, 7, 8, 11, 14, 17, 26), Bio-Wärme Weyer (10), COGEN Europe (11), Solarfocus/Kalkgruber GmbH (12), EIF (13), Offshore-Power Net (15, 25), Argent Energy (16), Energy 4 Cohesion (17), SOGEO (18), Q-Cells AG (18), Biomassekraftwerk Güssing GmbH (18), BENET (18), Isabella Raml (20, 21, 22, 25), Gemeinde Lengau (20), CENER (23), Gwadabel (23), Polgármesteri Hivatal Szeged (23), WEBS (23), Samsø Danmarks Vedvarende Energi Ø (24), Arsenal Research (25), Energie-Cités (25).

Couverture: Près d'une centrale thermique du comté d'Offaly (Irlande).

Ont également collaboré à la rédaction de ce numéro: Christian Boissavy, Pierre Ergo, William Gillett, Jean-Luc Janot, Seppo Kallio, Simon Minett, Dickon Posnett, Isabella Raml, Burkhard Sanner, Peter Ungar, Isabelle Valentiny, Charles White.

Editeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est imprimé en allemand, anglais et français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 19 langues de l'Union européenne sur le site Internet [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm)

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

A compter de ce numéro, une version imprimée d'*Inforegio Panorama* existe désormais également en allemand.



## Energie et régions: le courant passe

Changement climatique, dépendance à l'égard des combustibles fossiles, hausse de la demande mondiale, volatilité des prix... La situation énergétique de notre planète atteindra d'ici quelques décennies un point critique. L'ampleur et la complexité des enjeux appellent à redoubler d'efforts et à mieux coordonner les approches, à tous les niveaux: international et européen, national, régional et local. Dans un récent Livre vert, la Commission européenne a proposé pour l'Union trois grands objectifs: assurer la sécurité de son approvisionnement énergétique, la compétitivité de sa production d'énergie et la durabilité environnementale de sa consommation.

Si la réalisation de ces objectifs s'inscrit d'abord dans une démarche communautaire – coordonner les politiques pour relever ensemble les défis énergétiques de l'UE dans son ensemble –, le rôle des régions n'en est pas moins essentiel. Proches de tous les acteurs concernés, les régions sont le terrain où peuvent se concrétiser les choix en faveur des énergies renouvelables et des technologies énergétiques à haut rendement, comme on en trouvera dans ces pages une série d'exemples.

Qu'elles soient issues du vent ou du soleil, de l'eau, de la terre ou de la biomasse, ou encore de la cogénération d'électricité et de chaleur, les applications des alternatives énergétiques sont multiples. Elles concernent aussi bien les ménages que les entreprises et les systèmes urbains, le bâtiment que les transports, etc. Elles mobilisent les citoyens et les élus, les opérateurs et les administrations, dans un processus où entrent en jeu trois éléments clés: la volonté politique, l'information et le dialogue. Elles débouchent sur la création de nombreux emplois, permettent des économies substantielles et donnent une nouvelle impulsion au développement économique et social.

Les projets réussis dans le domaine de l'énergie étant très souvent des projets régionaux et locaux, cette expérience peut à son tour influencer les politiques énergétiques européennes. Et par là même, contribuer à la stratégie de Lisbonne pour la croissance, l'emploi et le développement durable, dans laquelle la question de l'énergie tient une place cruciale. Les nouveaux programmes de la politique de cohésion, qui démarreront en janvier 2007, sont une occasion majeure de renforcer ce processus. Conjointement débiteront le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre communautaire de recherche ainsi que le nouveau Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité, où une attention accrue est accordée respectivement à la R&D en faveur de l'énergie et à l'appui aux PME dans ce domaine.

Que «le courant passe» dans les régions d'Europe pour une politique énergétique durable, c'est à quoi cette édition d'*Infoforegio Panorama* a pour but de contribuer.



**Danuta Hübner**

*Membre de la Commission européenne, responsable de la politique régionale*

## Quatrième rapport d'étape sur la cohésion

# Les régions entre disparités et convergence: pour une croissance à large assise

Présenté en juin 2006 par la commissaire en charge de la politique régionale, Danuta Hübner, le *Quatrième rapport d'étape sur la cohésion* (1) donne une vue d'ensemble de l'évolution des 268 régions que comptent l'UE25, la Bulgarie et la Roumanie. Il fait également le point sur la préparation de la nouvelle politique de cohésion pour la période 2007-2013, à quelques mois du démarrage des programmes.



Réfection de la route Sochaczew-Grojec permettant de contourner Varsovie (Pologne).

«L'Europe a besoin d'une croissance provenant de la base, et toutes les régions doivent apporter leur contribution au processus si nous voulons accroître la compétitivité et l'emploi dans l'ensemble de l'Union», a souligné Mme Hübner. Si le rapport indique que les écarts de développement s'amenuisent à l'échelle européenne en raison d'une croissance rapide et soutenue dans les Etats membres les moins prospères, il met par contre en évidence la persistance de fortes disparités au niveau des régions. Il révèle notamment «d'inquiétantes inégalités sur le plan des infrastructures modernes ainsi que dans la recherche et l'éducation, ce qui limite notre capacité d'excellence et d'innovation. Au cours de la prochaine décennie, la politique régionale continuera de jouer un rôle essentiel pour combler ces écarts et aider l'économie européenne à exploiter son véritable potentiel.»

A cet égard, 2005 a été une année record en termes de ressources engagées, pour total de 38,3 milliards d'euros provenant du FEDER, du Fonds social européen, du Fonds de cohésion et de l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA). Après l'élargissement de mai 2004, la mise en œuvre des programmes de cohésion dans les nouveaux Etats membres s'est accentuée en 2005 – avec un taux d'exécution financière similaire à celui des anciens Etats membres au début de la période 2000-2006.

En termes de croissance économique, l'Union s'est maintenue en 2005 à un niveau global modeste. Entre 2000 et 2004, la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) dans l'ensemble des pays correspondant à l'UE25 était légèrement supérieure à 1,5% par an, avec des différences importantes entre pays.

Les meilleurs résultats concernaient essentiellement les Etats les moins prospères de cette période, en particulier les pays baltes et la Slovaquie mais aussi la Grèce et l'Irlande. Il en va de même pour la Bulgarie et la Roumanie actuellement en voie d'adhésion. Les taux de croissance les plus bas – moins d'1% par an – ont été enregistrés dans des Etats membres prospères comme l'Allemagne, le Danemark, l'Italie et les Pays-Bas, ainsi qu'à Malte et au Portugal.

## Croissance plus rapide dans les pays les moins prospères, mais la convergence reste une perspective à long terme

Sur la période 1995-2005, la croissance a été relativement rapide dans les treize pays – Espagne, Grèce, Portugal et les dix nouveaux Etats membres – classés actuellement comme les moins prospères de l'UE25 (et bénéficiant pour cette raison du Fonds de cohésion: voir *InfoREGIO Panorama* n°14). Elle a été dans ces pays de 3,6% par an, contre une moyenne de 2,2% dans l'UE15. Cette évolution laisse penser que la convergence des revenus est devenue réalité. Toutefois, l'écart des revenus est tel qu'il faudra de nombreuses

Centre d'appel à Budapest (Hongrie).



années avant d'arriver à sa réduction sensible pour l'ensemble de ce groupe de pays. Certains nouveaux États membres ont cependant déjà atteint le niveau des pays de l'UE15 les moins prospères. De même, en Espagne, le revenu par habitant continue à converger avec ceux de l'Italie et de l'Allemagne.

## 24 millions d'emplois à créer pour atteindre le taux de 70%

En 2004, le taux moyen global d'emploi dans l'UE25 s'est accru de 0,4% pour atteindre 63,3% (64,7% dans l'UE15 et 56,0% dans l'UE10). L'UE reste donc en deçà de l'objectif de 70% fixé à Lisbonne pour 2010, même si la croissance des taux d'emploi a été relativement élevée. Entre 1998 et 2004, près de 10 millions d'emplois supplémentaires ont été créés dans l'UE25, dont un peu plus de la moitié de 1998 à 2000. Ces dernières années, on assiste également à une diminution progressive des pertes d'emploi en Pologne, Allemagne et Roumanie, qui contribuent négativement aux résultats des Vingt-sept depuis 2000: dans ces trois pays, on a enregistré près de 1,5 million de chômeurs en moins entre 2000 et 2004.

Pour atteindre un taux d'emploi de 70% dans l'UE27, il faudrait créer 24 millions d'emplois, soit une augmentation de près de 12% par rapport au niveau actuel. Pour les dix nouveaux États membres, la Roumanie et la Bulgarie, l'augmentation globale requise serait d'environ 25%.

## Nouveaux Objectifs de cohésion: répondre à des besoins persistants dans toute l'UE

- Le nouvel Objectif «**Convergence**» pour 2007-2013 s'applique à 100 régions (35% de la population de l'UE27) dont le PIB par habitant (PIB/hab) est inférieur à 75% de la moyenne des Vingt-cinq calculée sur les années 2000-2002. Parmi ces régions, 16 sont en phase de suppression progressive (phasing-out) des aides relevant de cet Objectif: ce sont les régions dont le PIB/hab serait inférieur à 75% de la moyenne de l'UE15 si l'élargissement n'avait pas eu lieu («effet statistique»).

Les régions de la «Convergence» affichent de bas niveaux d'emploi et connaissent un chômage élevé. Leur part globale dans le PIB des Vingt-sept en 2002 n'était que de 12,5%, alors qu'elles représentent 35% de la population. Bien que leur croissance moyenne dépasse actuellement la moyenne communautaire, leurs taux de croissance restent en général insuffisants pour atteindre le PIB moyen par habitant de l'UE dans un proche avenir.

- Le nouvel Objectif «**Compétitivité régionale et Emploi**» (CRE) est applicable en principe au reste de l'Union. Il l'est de façon directe à 155 régions représentant 61% de la population de l'UE27. En outre, 13 autres régions (près de 4% de la population) sont en phase d'instauration progressive («phasing-in») des aides de l'Objectif CRE: il s'agit des régions de l'actuel Objectif 1 dont le PIB/hab dépasserait 75% de la moyenne même sans l'élargissement.

Considérées dans leur ensemble, les régions CRE ont des niveaux de PIB relativement élevés. Toutefois, la croissance reste faible dans nombre d'entre elles et la plupart affichent des taux d'emploi bien en deçà du cap de 70%. De même, les taux de chômage y sont relativement faibles mais toujours



Chantier de rénovation à Pano Platres (Chypre).

proches de 7% pour l'ensemble du groupe. Si la croissance est plus forte dans les régions en «phasing-in», leurs PIB et leurs niveaux d'emploi sont cependant toujours moins bons que ceux des autres régions CRE, alors que le chômage est plus élevé. Ces moyennes indiquent la persistance de besoins réels dans toute l'UE, qui nécessitent la poursuite des investissements afin d'accroître le potentiel de croissance conformément aux priorités de Lisbonne.

## Des situations régionales très différentes

Les variations régionales du taux de croissance dans l'UE sont importantes, y compris au sein d'un même Objectif. Ainsi, dans les régions de la «Convergence», la croissance était en moyenne de 2,6% par an entre 1995 et 2002, mais dans 16 de ces régions elle était inférieure à 1% alors que dans 15 autres elle dépassait 5%.

Il en va de même des niveaux de PIB. Plusieurs régions de la «Convergence» ont un PIB/hab, exprimé en standard de pouvoir d'achat (SPA)(2), inférieur à 25% de la moyenne communautaire en 2002, toutes situées en Roumanie et en Bulgarie. Ces deux pays comprennent actuellement les 12 régions les moins prospères. En même temps, 9 régions, dont le PIB/hab est supérieur à 80% de la moyenne UE25, font l'objet d'une suppression progressive de l'aide («phasing out»). Si l'on inclut dans l'Objectif «Convergence» les régions en «phasing in» des aides CRE, 8 régions ont un PIB/hab inférieur à 85% à celui de l'UE25, alors que dans 7 autres il est supérieur à 150%.

Quant au taux d'emploi, il est supérieur de 10% dans les régions CRE à celui des régions de la «Convergence». Mais ici aussi, les écarts peuvent être très grands. Dans l'Objectif «Convergence», plus de 25 millions de personnes vivent dans des régions de niveau d'emploi élevé, alors que 27 millions vivent dans des régions moins riches en emploi, l'écart entre ces deux groupes dépassant les 10%. Globalement, le cap du taux d'emploi de 70% n'est atteint que dans deux régions de la «Convergence»: la Cornouailles au Royaume-Uni et la région du Centre au Portugal. Dans les régions CRE, le taux moyen d'emploi est plus élevé (66,7%), mais les taux varient de 10% ou plus entre les régions où l'emploi est élevé et celles où il est faible. Le taux d'emploi de 70% est atteint dans 49 régions CRE.



## PIB par habitant dans l'UE25: fortes variations

L'Office statistique des Communautés européennes, Eurostat, a publié le classement des PIB régionaux dans l'UE25 pour l'année 2003: le PIB/hab variait de 33% de la moyenne dans la région polonaise de Lubelskie à 278% dans l'Inner London (centre de Londres).

Ce classement permet de situer les écarts de développement entre les 254 régions de l'UE25, notamment dans le contexte des anciens et nouveaux Etats membres.

### Une région sur sept au-dessus de 125% de la moyenne de l'UE25...

Les trois régions de tête étaient Inner London au Royaume-Uni (278% de la moyenne), Bruxelles-Capitale en Belgique (238%) et le Grand-Duché de Luxembourg (234%). Dans les nouveaux Etats membres, la région la mieux classée était celle de Prague en République tchèque (138%).

### ...et une sur quatre en dessous de 75%

Les six régions les moins prospères se situaient toutes en Pologne: Lubelskie et Podkarpackie (33% chacune), Po-

dlaskie (36%), Świętokrzyskie, Warmińsko-Mazurskie et Opolskie (37% chacune). Au niveau de l'UE15, la région la moins bien classée était celle de Norte au Portugal (57%).

**Pour en savoir plus:** <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/06/63&format=HTML&age=0&language=FR&guiLanguage=en>

### EUROSTAT: PIB régionaux par habitant dans l'UE25 en 2003 (en standard de pouvoir d'achat, UE25 = 100)

Les dix plus élevés		Les dix plus bas		
1	Inner London (UK)	278	1 Lubelskie (PL)	33
2	Bruxelles-Capitale (B)	238	2 Podkarpackie (PL)	33
3	Luxembourg (L)	234	3 Podlaskie (PL)	36
4	Hamburg (D)	184	4 Świętokrzyskie (PL)	37
5	Île de France (F)	173	5 Warmińsko-Mazurskie (PL)	37
6	Wien (A)	171	6 Opolskie (PL)	37
7	Berkshire, Buckinghamshire & Oxfordshire (UK)	165	7 Észak Magyarország (H)	38
8	Provincia Autonoma Bolzano (I)	160	8 Východné Slovensko (SK)	39
9	Oberbayern (D)	158	9 Eszág-Alföld (H)	39
10	Stockholm (S)	158	10 Dél-Alföld (H)	40

## Aux deux bouts de l'échelle de la prospérité

Les données établies au niveau de l'UE27 montrent qu'en 2002, 10% de la population des Vingt-sept vivant dans les régions les plus prospères représentaient plus de 19% du PIB global, contre 1,5% pour les 10% vivant dans les régions les moins prospères. Si l'on considère toutefois le PIB en SPA (2), les 10% les plus riches représentaient un peu plus de 15% du PIB, la part des moins riches étant supérieure à 3%. En SPA, le rapport entre les PIB des deux groupes est de 5 à 1, alors que sans correction des prix relatifs il est de 12,5 à 1.

## R&D, TIC: lignes de fracture

La recherche et développement (R&D) est l'un des principaux facteurs qui déterminent la capacité d'innovation d'une région. Si toutes les régions ne peuvent pas avoir un haut niveau de dépenses de R&D, la concentration de ces dépenses dans un nombre assez limité de régions de l'UE suscite des préoccupations.

Les estimations par région indiquent en effet que 35 régions ont des dépenses de R&D qui dépassent l'objectif de 3% du PIB, fixé pour l'UE d'ici à 2010 dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Ces 35 régions totalisent 46% des dépenses de R&D dans l'UE27 – soit le double de leur part de PIB. En haut de l'échelle, les dépenses représentent 7% du PIB à Brunswick (Allemagne) et dépassent 4% dans 12 autres régions. La concentration d'activités dans ce domaine signifie inévitablement que dans de nombreuses régions, il n'y a pratiquement pas de dépenses de R&D; dans 47 régions, elles sont inférieures à 0,5% du PIB. Ensemble, ces 47 régions ne représentent qu'environ 0,5% des dépenses de R&D de l'UE27.

Un autre élément clé du développement régional est l'accès aux technologies d'information et communication (TIC). En 2005, dans l'ensemble de l'UE, près d'un ménage sur deux

était connecté à Internet. Ici aussi, les différences entre États membres sont grandes, avec des taux dépassant 70% aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède, alors qu'ils avoisinent 20% en Lituanie, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Grèce. D'une manière générale, les taux de connexion sont beaucoup plus faibles dans les nouveaux États membres, à l'exception de la Slovaquie (48%) et de la Lettonie (42%).

Dans les régions de l'actuel l'Objectif 1, seul un tiers environ des ménages sont connectés. L'accès à Internet y est inférieur à celui des autres régions du même État membre; l'écart est particulièrement net en Espagne, Belgique et Italie. Toutefois, les différences sont plus marquées entre les États membres qu'en leur sein: dans les régions de l'Objectif 1 en Suède, au Royaume-Uni ou en Allemagne, le taux d'accès est supérieur à celui de l'ensemble des ménages de l'UE, et dépasse largement celui des régions italiennes hors-Objectif 1, par exemple. Ainsi, le fossé qui existe au niveau territorial en termes de haut débit subsiste dans l'utilisation d'Internet; la disponibilité du haut débit est de 90% dans les ménages urbains de l'UE15 contre 60% dans les ménages ruraux.

**Le Quatrième rapport d'étape retrace également les évolutions récentes de la politique de cohésion. Les nouveaux règlements finalisés en juillet 2006 permettent d'adopter les orientations stratégiques 2007-2013, d'établir les montants alloués aux régions et ainsi d'achever la préparation des nouveaux programmes. Les développeurs régionaux sont invités à adresser leurs questions et contributions à la Direction générale de la politique régionale: [http://ec.europa.eu/comm/regional\\_policy/debate/forum\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/debate/forum_fr.htm)**

- (1) Texte intégral: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/reports/pdf/interim4/4inter\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/pdf/interim4/4inter_fr.pdf)
- (2) Le standard de pouvoir d'achat (SPA) est une monnaie artificielle tenant compte des écarts entre les niveaux de prix nationaux.

## Energie durable: la connexion régionale

Par Gerhard Dell, Christiane Egger et Christine Öhlinger <sup>(1)</sup>

**Proches des acteurs, les régions contribuent très largement à la réalisation des objectifs énergétiques européens et internationaux. Réciproquement, des objectifs européens et internationaux ambitieux favorisent le développement régional et donnent l'élan nécessaire à l'économie locale.**



«Parc solaire» à Marstal (Danemark).

Vivre au XXI<sup>ème</sup> siècle pose de nouveaux défis intéressants, y compris dans le secteur de l'énergie. Notre consommation d'énergie et les effets environnementaux qui en découlent ont atteint leurs limites. Les engagements pris à l'échelle nationale et internationale définissent de nouveaux objectifs et cahiers des charges. Les évolutions mondiales provoquent de fortes augmentations et fluctuations des prix. L'heure est donc aux solutions permettant de maintenir ou d'améliorer le niveau de vie, tout en consommant moins d'énergie et en couvrant les besoins énergétiques restants grâce, si possible, à des sources plus respectueuses de l'environnement.

Pour atteindre ces objectifs, il convient de redoubler d'efforts à tous les niveaux, et notamment au niveau régional. Ce n'est que si l'on conjugue les efforts à l'échelle régionale, nationale et européenne que le marché empruntera la voie de l'utilisation durable de l'énergie.

### Le paysage énergétique du XXI<sup>ème</sup> siècle

Le monde est entré dans une nouvelle ère énergétique et pour répondre à la demande d'énergie attendue, il est urgent d'agir. Rien qu'en Europe, il faudra investir environ mille milliards d'euros dans les 20 prochaines années pour remplacer l'infrastructure énergétique vieillissante.

Autre raison d'agir sans plus tarder: notre forte dépendance vis-à-vis des importations d'énergies fossiles et de combustibles nucléaires. Faute de parvenir à améliorer la compétitivité de la production endogène d'énergie, les importations, en provenance pour partie de régions du monde menacées d'instabilité, couvriront d'ici 20 à 30 ans, 70% des besoins de l'UE en énergie (contre 50% aujourd'hui).

En outre, les réserves d'énergies fossiles sont concentrées dans quelques pays: ainsi, à l'heure actuelle, près de la moitié du gaz consommé dans l'UE provient de trois pays seu-

<sup>(1)</sup> Respectivement président, vice-présidente et chef du service international de OÖ Energiesparverband, l'agence de l'énergie de Haute-Autriche, et membres de la FEDARENE (Fédération Européenne Des Agences Régionales de l'ENergie et de l'Environnement) ([www.fedarene.org](http://www.fedarene.org)).



lement (Russie, Norvège, Algérie). Si les tendances actuelles devaient se maintenir, la part du gaz importé pourrait passer à 80% au cours des 25 prochaines années.

Un autre grand défi s'ajoute à celui de la sécurité d'approvisionnement: la hausse de la demande mondiale d'énergie, conjuguée à celle des émissions de CO<sub>2</sub>. L'on prévoit que la demande énergétique mondiale et les émissions de CO<sub>2</sub> augmenteront de près de 60% d'ici 2030. La consommation mondiale de pétrole, quant à elle, a augmenté de 20% depuis 1994 et la demande mondiale devrait augmenter chaque année de 1,6%.

Les prix du pétrole et du gaz dans l'UE ont par ailleurs presque doublé au cours de ces deux dernières années, entraînant avec eux les prix de l'électricité. Hausse de la demande mondiale de combustibles fossiles, forte sollicitation des chaînes d'approvisionnement, dépendance grandissante envers les importations: il est probable que les prix du pétrole et du gaz demeurent élevés.

Les effets sur l'environnement d'une utilisation accrue des énergies fossiles se font d'ores et déjà sentir: selon le Panel intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC), les émissions de gaz à effet de serre ont déjà provoqué un réchauffement mondial de 0,6°C. Si rien n'est entrepris, l'on enregistrera d'ici à la fin du siècle une hausse des températures de 1,4 à 5,8°C dont se ressentiront les économies et écosystèmes de toutes les régions du monde, UE comprise.

Dimension mondiale oblige, toutes les parties du monde sont tributaires les unes des autres à l'heure d'assurer l'approvisionnement énergétique, de créer des conditions économiques stables et de combattre efficacement le changement climatique. Dans le cadre de cette mutation, tous les

Le biodiesel, une alternative aux carburants fossiles.



## Les enjeux énergétiques dans les Orientations stratégiques pour la cohésion

Les nouvelles Orientations stratégiques de la Communauté pour la cohésion (2007-2013), proposées par la Commission européenne et qui doivent être adoptées avant la fin 2006, mettent à plusieurs reprises l'accent sur l'importance des enjeux énergétiques pour la réalisation des objectifs de Lisbonne. Appelant à favoriser les investissements qui contribuent aux engagements de l'UE pour Kyoto, elles préconisent de «Traiter la question de l'utilisation intensive par l'Europe des sources d'énergie traditionnelles», suivant trois axes d'action:

- > Améliorer l'efficacité énergétique et la diffusion de modèles de développement à faible intensité énergétique.
- > Soutenir le développement des énergies renouvelables, qui peuvent constituer un atout pour l'UE et donc renforcer sa position concurrentielle tout en contribuant à réaliser l'objectif, d'ici 2010, de produire 21% de l'électricité à partir de sources renouvelables.
- > En ce qui concerne les sources d'énergie traditionnelles, concentrer les investissements – et plus particulièrement dans les régions de l'objectif «Convergence» – sur les projets visant à développer les réseaux pour pallier les défaillances du marché.

Plus d'informations dans le texte intégral de la Communication: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/2007/osc/com\\_2006\\_0386\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/2007/osc/com_2006_0386_fr.pdf)

acteurs, aux niveaux local, régional, national ou européen sont appelés à jouer un rôle important: ils vont devoir changer de cap et engager une politique énergétique durable.

## Les fondements d'une politique énergétique durable

L'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelables et les technologies énergétiques novatrices constituent les pierres angulaires d'une politique énergétique durable et d'une plus grande sécurité d'approvisionnement ainsi qu'un facteur important de création d'emplois. Les décisions européennes et les accords internationaux sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> requièrent que les initiatives importantes déjà prises au niveau européen en faveur de ces objectifs, soient relancées.

Mais au niveau régional aussi, l'on peut faire beaucoup. Les sources d'énergie renouvelables disponibles à cet échelon peuvent se révéler un facteur économique important pour un développement régional positif. De même, l'efficacité énergétique se réalise principalement au niveau local. Ainsi, la rénovation d'immeubles donne-t-elle souvent un élan important à l'industrie locale du bâtiment. Les stratégies énergétiques régionales s'inscrivent dans la toile de fond de l'intégration européenne, mais en même temps, les régions en tant qu'acteurs économiques voient leur rôle s'accroître



et elles doivent créer les conditions cadres requises dans leur sphère d'activité.

La proximité avec les intéressés, mais aussi la coordination des différentes actions et le respect des exigences et spécificités locales sont autant d'éléments qui confèrent toute leur importance aux activités énergétiques régionales. Pour la réalisation des objectifs européens et internationaux, il importe donc de marier mesures «top-down» (objectif de Kyoto, directives européennes) et approche «bottom-up» et d'apporter ainsi un soutien qualitatif et quantitatif aux objectifs poursuivis.

L'amélioration de l'efficacité énergétique et de l'utilisation des éco-énergies promet de multiples retombées positives sur l'économie et le développement régional: outre une plus grande sécurité d'approvisionnement et des avantages écologiques, elle est source de nouveaux investissements, produits et emplois. A plus long terme, croissance économique et consommation d'énergie vont pouvoir, et devoir, être «découplées», la hausse du produit intérieur brut ne devant

pas aller de pair avec une augmentation correspondante de la consommation d'énergie.

Une majorité de citoyens de l'UE souhaitent que les décisions visant à répondre aux nouveaux défis que sont la sécurité d'approvisionnement, la hausse de la consommation d'énergie et le changement climatique, soient prises au niveau européen<sup>(2)</sup>. Des opportunités économiques et écologiques considérables s'offrent notamment aux nouveaux États membres, où le potentiel d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables n'a, jusqu'à présent, quasiment pas été exploité. Elles ne pourront toutefois être saisies que grâce à des actions ambitieuses à l'échelle régionale.

## La politique énergétique européenne et ses répercussions régionales

L'énergie joue un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs européens de croissance, d'emploi et de dévelop-

<sup>(2)</sup> Sondage Eurobaromètre, réalisé en 2005 dans les 25 États membres de l'UE et les pays candidats.

### Un Livre vert pour un nouveau paysage énergétique européen

«Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable» (\*): présenté le 8 mars 2006, ce Livre vert de la Commission européenne fait l'objet d'une consultation publique ouverte jusqu'au 24 septembre 2006. En fonction des résultats ainsi que des conclusions du Conseil européen et du Parlement, la Commission proposera ensuite un train de mesures concrètes pour une politique énergétique cohérente.

La stratégie proposée vise trois grands objectifs – sécurité d'approvisionnement, compétitivité énergétique, durabilité environnementale – et s'articule autour de six axes:

1. **Un meilleur fonctionnement du marché intérieur du gaz et de l'électricité**, notamment grâce à l'instauration d'un code de réseau énergétique européen, à la création d'un régulateur européen et d'un Centre européen pour les réseaux énergétiques, à l'amélioration des interconnexions, à la séparation plus marquée entre le transport et la distribution de l'énergie pour favoriser une concurrence équitable, à la stimulation des investissements et de la compétitivité.
2. **Une solidarité plus forte entre États membres en matière de sécurité d'approvisionnement**, par un réexamen de la législation de l'UE sur les stocks de pétrole et de gaz, par la création d'un Observatoire européen de l'approvisionnement énergétique chargé d'améliorer la transparence et la prévention dans ce domaine et par une coopération accrue en matière de sécurité des infrastructures et réseaux.
3. **Un «bouquet» énergétique européen plus durable, efficace et diversifié**, à travers un large débat sur les

avantages et désavantages des diverses sources d'énergie (le nucléaire compris), leur disponibilité, leurs coûts et leur impact environnemental, afin de faire face aux défis énergétiques de l'UE dans son ensemble tout en respectant le droit de choix des États membres.

4. **Une approche intégrée de la lutte contre le changement climatique**, par des mesures concrètes (campagnes d'information, mécanismes financiers, etc.) visant à diminuer de 20% la consommation d'énergie dans l'UE d'ici 2020 et par l'établissement d'une feuille de route à long terme pour la valorisation des énergies renouvelables: éolienne, solaire, biomasse, biocarburants, hydroélectricité, géothermie...
5. **Un plan stratégique pour les technologies énergétiques innovantes** (stockage de l'énergie, utilisation de l'hydrogène, captage du CO<sub>2</sub> avant combustion...) susceptibles d'améliorer les rendements énergétiques, en s'appuyant sur des plateformes technologiques européennes et en prenant des options communes pour la création de marchés de pointe en ce domaine.
6. **Une politique énergétique extérieure commune** face aux défis posés par la dépendance à l'égard des importations, la hausse et la volatilité des prix de l'énergie, l'accroissement de la demande mondiale et le réchauffement climatique: définition de priorités en matière d'infrastructures d'approvisionnement, partenariats avec les fournisseurs extérieurs, mise en place d'une communauté énergétique paneuropéenne fondée sur la Communauté de l'énergie instituée à Athènes le 25 octobre 2005, etc.

(\*) COM(2006) 105 final. Le Livre vert et le questionnaire sont disponibles sur ce site: [http://ec.europa.eu/comm/energy/green-paper-energy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/energy/green-paper-energy/index_fr.htm)



Entrepôt de copeaux de bois pour le chauffage.

pement durable. C'est dans ce contexte que s'inscrit le Livre vert présenté au printemps 2006 par la Commission européenne (voir encadré), axé sur les objectifs de sécurité d'approvisionnement, de compétitivité et de durabilité énergétiques.

### Quand l'énergie sort du bois

Pour le Comité économique et social européen (CESE), l'utilisation énergétique du bois est un important moyen de diminuer les émissions de gaz à effet de serre tout en contribuant, à côté des autres énergies renouvelables, à réduire la dépendance énergétique de l'UE. L'exploitation durable des forêts implique une gestion qui assure leur bonne croissance et leur disponibilité à long terme. Sans oublier leur rôle essentiel pour la biodiversité et leur fonction récréative.

L'enjeu est de longue haleine. Il s'agit de créer des conditions équitables pour le secteur et d'ouvrir le marché des combustibles aux sous-produits de l'industrie forestière, au bois prélevé pour la production d'énergie et au bois de chauffage traité. Cela suppose la création d'instruments appropriés.

Pour développer l'énergie du bois, il faut que les opérateurs puissent survivre sur un marché qui fonctionne. Là où ce marché est déficient, il y a lieu de leur accorder des aides provisoires. Il est vital de soutenir les organisations de propriétaires forestiers et les entrepreneurs locaux et d'aider les nombreuses petites exploitations forestières que compte l'UE à coopérer entre elles.

Près de 30% de l'accroissement des forêts demeurent inexploités et le stock forestier de l'UE s'agrandit depuis 50 ans. Le manque de sensibilisation à ce potentiel doit être comblé par des campagnes d'information, échanges de bonnes pratiques et transferts de technologie. L'inventaire des ressources doit être amélioré, ainsi que l'information sur les utilisations possibles à tous les niveaux: ménager, entrepreneurial, urbain. Dans de nombreuses

Les régions assurent la liaison entre les différents acteurs: proches des citoyens, elles font remonter des informations importantes pour la politique européenne de l'énergie et sont, en outre, indispensables à la mise en oeuvre réussie de celle-ci.

### La biomasse, une chance pour les régions

Le plan d'action pour la biomasse, présenté par la Commission européenne (COM (2005) 628 final), constitue un outil important pour la réalisation des objectifs susmentionnés et la préparation de mesures concrètes. A l'heure actuelle, la moitié environ des énergies renouvelables exploitées dans l'UE proviennent en effet de la biomasse. Le plan d'action montre comment promouvoir son utilisation grâce à des incitants économiques et à la suppression d'obstacles sur le marché.

### L'efficacité énergétique: un moins pour un plus

L'efficacité énergétique favorise l'implantation d'activités et la création d'emplois. Selon le Livre vert, l'UE pourrait en-

centrales thermiques modernes, le bois peut être utilisé en même temps que d'autres combustibles solides. Il conviendrait aussi de promouvoir par une directive la production de chaleur à partir de la biomasse.

La recherche ne doit pas être en reste. Le secteur forestier de l'UE a établi au sein du 7<sup>ème</sup> programme-cadre communautaire de recherche (2007-2013) une plate-forme qui prévoit un effort considérable en faveur de la R&D dans ce domaine.

Les sous-produits de l'industrie du bois (écorce, sciure, liqueur noire\*...) ainsi que le bois recyclé offrent le plus grand potentiel et sont déjà utilisés dans de nombreux pays, en particulier dans le cadre d'une industrie forestière intégrée. Les industries du papier et de la scierie peuvent produire plus d'énergie qu'elles n'en consomment: les sous-produits qui excèdent leurs besoins en énergie pourraient être vendus sur le marché des biocarburants.

L'usage industriel du potentiel forestier dépassant à peine 50%, il faut aussi encourager l'utilisation énergétique des sous-produits des coupes forestières. Par exemple, en aidant les exploitants à couvrir les frais de coupe liés à des projets qui ne concurrencent pas la fourniture de matières premières pour l'industrie. Enfin, estime le CESE, la taxation du CO<sub>2</sub> constituerait un bon moyen de renforcer la compétitivité du bois sur le marché énergétique.

**Pour en savoir plus:** [http://www.eesc.europa.eu/sections/ten/index\\_en.asp?id=1001tenen](http://www.eesc.europa.eu/sections/ten/index_en.asp?id=1001tenen)

\* Substance récupérée après cuisson de la pâte à papier et contenant de la lignine.



core réduire de 20% au moins sa consommation actuelle d'énergie, pour une économie de 60 milliards d'euros par an, soit la consommation énergétique actuelle de l'Allemagne et la Finlande réunies.

Il faudra certes beaucoup investir dans certains secteurs afin d'exploiter ces possibilités d'économies d'énergie. Mais ce sont là autant de chances exceptionnelles en termes d'emploi et de croissance en Europe: les experts estiment en effet que l'exploitation de ce potentiel d'efficacité énergétique pourrait, directement ou indirectement, contribuer à la création d'un million de nouveaux emplois et qu'un ménage européen moyen pourrait économiser entre 200 et 1000 euros par an.

L'encouragement actif du marché des nouveaux produits et services liés à l'utilisation efficace de l'énergie permet en outre à l'Europe de consolider encore sa position de leader dans ce secteur.

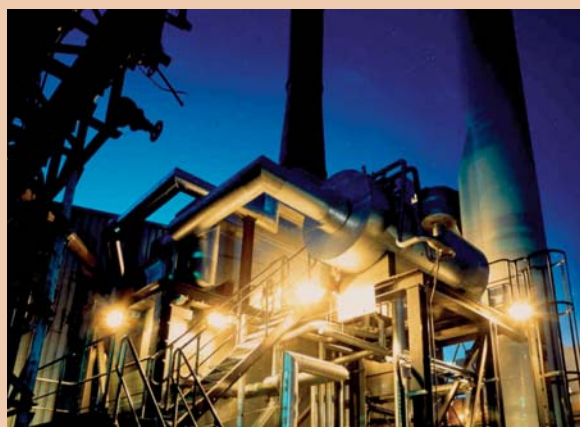


L'Irlande a publié un «Atlas national des vents» pour développer le secteur éolien.

### Ce que la cogénération peut apporter au développement régional

La cogénération est la production simultanée d'électricité et d'énergie thermique, qui sont toutes deux exploitées. Elle peut être appliquée à toutes les technologies qui utilisent des carburants pour produire de l'électricité. Les critères essentiels sont la localisation et la taille de la centrale. L'implantation à proximité d'industries, d'un centre urbain ou de bâtiments permet d'atteindre de très hauts niveaux d'efficacité. La cogénération permet en général de réaliser des économies d'énergie allant de 10% à 30% par rapport à la non-cogénération, et des niveaux similaires de réduction des émissions de carbone.

Couvrant environ 12% des besoins européens en électricité et chaleur, la cogénération recèle un important potentiel de croissance au bénéfice de l'environnement, de la sécurité des filières énergétiques et de la compétitivité économique. Moyen particulièrement efficace de produire de la chaleur, du froid et de l'électricité («trigénération»), elle représente une solution hautement performante qui permet des réductions substantielles d'émission de gaz à effet de serre et autres polluants et d'améliorer ainsi la durabilité du secteur énergétique européen.



Le Livre vert sur l'efficacité énergétique présente la cogénération comme la technique la plus importante pour réaliser des économies d'énergie et le Programme européen sur le changement climatique la mentionne comme la meilleure mesure que l'UE puisse mettre en œuvre pour atteindre les objectifs climatiques du Protocole de Kyoto. Dans un rapport élaboré pour la Présidence néerlandaise de l'UE, PriceWaterHouse Coopers a déclaré qu'elle était la solution la plus rentable pour atteindre les objectifs en matière de climat et d'approvisionnement énergétique.

Le développement de la cogénération est à présent soutenu par une directive européenne (2004/08/CE), qui exige que chaque État membre évalue le potentiel de la cogénération sur son territoire et s'emploie à le réaliser en éliminant les obstacles, si nécessaire en finançant les mesures. Le moment est donc opportun pour les États membres d'étudier le rôle que la cogénération peut jouer. Elle est en outre citée comme une option privilégiée dans le Système européen d'échange de quotas d'émissions, dans la directive sur la performance énergétique des bâtiments et dans tous les dispositifs de soutien à la biomasse, qu'il s'agisse de la directive sur les énergies renouvelables ou du Plan d'action biomasse.

A travers les programmes de développement régional, la cogénération peut être un outil précieux pour améliorer les économies d'énergie et la performance environnementale des États membres et pays candidats. Industries, chauffage urbain et bâtiments peuvent tous être équipés de systèmes de cogénération, alimentés par des biocarburants ou des carburants conventionnels. Nombre de projets mis en œuvre en Roumanie, par exemple, sont des centrales à cogénération. En Hongrie, presque toutes les nouvelles unités de production d'électricité exploitent la cogénération, dont une part substantielle dans des projets de chauffage pour de petites communautés.

**Pour en savoir plus:** COGEN Europe, Association européenne de promotion de la cogénération, <http://www.cogen.org>

## Le secteur du bâtiment, un gisement d'efficacité énergétique

Les bâtiments sont responsables de 40% de la consommation européenne d'énergie. Le secteur de la construction peut donc jouer un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs d'efficacité énergétique. C'est pourquoi la directive «Bâtiments» (directive sur la performance énergétique des bâtiments, 2002/91/CE) vise à garantir que les normes européennes de mettent l'accent sur la réduction de la consommation énergétique.

On observe déjà une tendance claire, dans de nombreuses régions, à construire davantage de bâtiments à haut rendement énergétique et à recourir à des énergies durables. Cependant, toutes les possibilités d'économie d'énergie ne sont pas encore épuisées et le pétrole reste une source d'énergie quantitativement très importante.

Un cahier des charges adéquat contribue à la réalisation de bâtiments à haut rendement énergétique et constitue en outre une opportunité majeure pour les secteurs ré-



## L'énergie géothermique en Europe

Notre Terre est une boule de feu recouverte d'une mince croûte de roches solides froides. La chaleur interne gagne la surface aux endroits où la croûte est mince, comme le long de la dorsale médio-atlantique (Islande, Açores) ou dans le sud de l'Italie, autour de la mer Tyrrhénienne. La planète diffuse en permanence quelque 40 millions de MW de chaleur vers l'espace. Une technologie adéquate permettrait de tirer parti de cette énergie renouvelable qu'est la géothermie, et pas seulement dans les régions volcaniques. L'utilisation de cette énergie relève d'ailleurs d'une longue tradition en Europe, depuis le chauffage des bains et villas romains jusqu'à la première production d'électricité par géothermie, en 1904 en Italie.

Aujourd'hui, la géothermie est utilisée dans presque toute l'Europe. Il faut établir une distinction entre les ressources géothermiques à haute température (qui ne se rencontrent que dans certaines conditions géologiques), les eaux plus ou moins chaudes des nappes aquifères profondes (présentes surtout dans les bassins hydrographiques) et les applications géothermiques de surface, exploitables presque partout. Grâce à la R&D sur les «Systèmes géothermiques stimulés», l'utilisation de hautes températures en dehors des champs géothermiques naturels est possible, comme le prouve le projet européen de recherche à Soultz-sous-Forêts, en Alsace.

En 2004, quelque 7 TWh (7 millions de MWh) d'électricité ont été produits en Europe à partir de l'énergie géothermique, dont quelque 75% dans la seule Italie. La production de chaleur d'origine géothermique au sein de l'UE25 était quant à elle de 21,4 TWh/an, la Suède venant en tête (environ 45%), suivie par la Hongrie et l'Ita-

lie (10% chacune). Bien que la Suède ne possède ni volcans, ni geysers, ni nappes d'eau chaude profondes, l'énergie géothermique de surface y est largement exploitée grâce à des pompes à chaleur, que l'on peut installer partout. Il en va de même en Allemagne, en Autriche et en Suisse et ce marché se développe actuellement en France et dans le Benelux.

Les domaines d'application de la géothermie sont divers: production d'électricité, réseaux de chauffage urbain ou systèmes calorifères individuels (pompes à chaleur géothermique), chauffage de serres, pisciculture et production d'algues (*spirulina*), séchage en agriculture, dans l'industrie agroalimentaire ou l'industrie du bois, etc., sans oublier les projets de dessalement de l'eau de mer sur les îles grecques. Le caviar français de Mios (Aquitaine) ou les asperges grecques de Xanthi récoltées en janvier doivent leur existence à l'énergie géothermique.

Dans les bassins qui disposent de nappes aquifères profondes comme en Hongrie ou en France et dans les zones de sources chaudes, la technologie géothermique peut jouer sur différents niveaux de température. La géothermie peut présenter un intérêt particulier pour le développement agricole; dans certaines régions, elle constitue la base de ce développement. Enfin, les pompes géothermiques peuvent aussi servir de climatiseurs, beaucoup plus efficaces que les appareils classiques; elles offrent donc d'excellentes perspectives pour l'Europe méridionale, mais ce marché n'y a pas encore pris son essor comme dans le sud des États-Unis ou en Chine.

**Pour en savoir plus:** European Geothermal Energy Council (EGEC), <http://www.egec.org>



gionaux de la construction. Dans ce contexte, la volonté d'améliorer l'efficacité énergétique est le point de départ de l'utilisation d'énergies renouvelables. Une meilleure isolation thermique des bâtiments et le recours à des technologies innovantes ne présentent pas seulement des avantages en termes de confort mais contribuent aussi à la création et au maintien d'emplois.

En matière de construction et de logement, à côté du cadre légal, un rôle central revient aux stratégies d'information correspondantes, tant vis-à-vis des usagers des bâtiments que des nombreux acteurs liés à ce secteur. De par leur proximité avec les citoyens et les opérateurs économiques, les régions sont appelées à apporter leur contribution à la réalisation de bâtiments efficaces, durables et agréables.

## Énergie intelligente pour l'Europe (EIE): traduire les politiques en actions

Mis en oeuvre de 2003 à 2006 avec un budget de 250 millions d'euros, le programme Énergie intelligente pour l'Europe (1) finance 50% des coûts des actions européennes pour la fourniture et l'utilisation d'énergie durable (énergies renouvelables, efficacité énergétique, énergie pour les transports), mais ne finance pas le matériel. Il se poursuivra de 2007 à 2013 à travers le Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité.



Les projets qui découlent du programme EIE ont pour but de relever les défis actuels du secteur énergétique au moyen d'analyses de marché, d'échanges de connaissances, de campagnes de sensibilisation, de formations, etc. Ils créent par la même occasion des conditions propices à de nouveaux échanges commerciaux. Le programme EIE soutient déjà un bon millier d'organisations dans plus de 200 projets internationaux, la création d'environ 35 nouvelles agences de l'énergie à l'échelon local ou régional et près de 40 événements européens. Le nombre d'actions augmentera de quelque 50% avec la signature d'une nouvelle série de contrats, cette année encore.

## L'électricité verte, une contribution au développement régional durable

Avec la directive visant à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables comme le vent, le soleil, la biomasse ou l'eau (2001/77/CE), l'UE s'est fixé un objectif ambitieux: faire passer à 22% d'ici 2010 la part de cette électricité «verte». Un objectif concret est également établi pour chaque État membre selon son potentiel, ses réalisations et d'autres facteurs. Depuis 2001, le marché se développe à des rythmes très différents d'un État membre à l'autre, selon les ambitions et la qualité du choix des conditions cadres, particulièrement en ce qui concerne les instruments de promotion et la suppression des obstacles administratifs.

Depuis 2005, le programme EIE est géré par l'Agence exécutive pour l'énergie intelligente (Intelligent Energy Executive Agency - IEEA), la nouvelle agence établie par la Commission pour traduire les politiques en actions avec une plus grande efficacité et de meilleurs résultats. Ainsi, la Commission peut se concentrer sur ses tâches politiques et institutionnelles. L'IEEA emploie 43 personnes à Bruxelles et collabore étroitement avec la Direction générale Énergie et Transports.

Le 4<sup>ème</sup> appel à propositions du programme EIE a été publié le 29 mai 2006, le délai de soumissionnement étant fixé au 31 octobre. Le budget prévu est d'environ 50 millions d'euros. Cet appel est relayé par des journées «Info» dans toute l'UE et par le site Web de l'EIE. La majorité des propositions doivent être présentées par un minimum de trois organisations indépendantes basées dans au moins trois des pays suivants: États membres de l'UE, Roumanie, Bulgarie, Croatie, Islande, Norvège et Liechtenstein. Un site Web (2) offre la possibilité de trouver des partenaires.

Afin de procéder à une évaluation indépendante des propositions, l'IEEA est aidée par des experts. Les experts diplômés ayant une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans le domaine peuvent proposer leur collaboration en s'inscrivant sur le site Web de l'EIE.

Pour la période 2007-2013, le programme EIE se poursuivra au sein du Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (PIC) (3), qui soutient les PME à travers une série d'actions en faveur de la croissance, de l'emploi, de l'éco-innovation et de la protection du climat.

(1) [http://ec.europa.eu/energy/intelligent/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/energy/intelligent/index_en.html)

(2) <http://www.managenergy.net/>

(3) <http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/716&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>



Hydroélectricité sans frontières: barrage sur le Nestos entre la Grèce et la Bulgarie.

Une fois de plus, les régions ont un rôle décisif à jouer dans la réalisation des objectifs: la plupart des projets réussis apparaissent au niveau local ou régional, et ce n'est qu'à ce niveau que de nombreux obstacles de marché peuvent être surmontés. En outre, les régions qui parviennent à faire évoluer le marché de l'électricité verte peuvent profiter des possibilités d'emplois qui en résultent - surtout pour les PME et les producteurs d'énergie indépendants - ainsi que des opportunités d'exportation. Les régions qui investissent aujourd'hui dans une infrastructure d'énergie durable et verte seront récompensées demain par des prix énergétiques stables et des entreprises fortes dans ce domaine.

### L'être humain au centre

Il ne faut pas perdre de vue que la transposition de stratégies énergétiques s'opère à différents endroits et niveaux organisationnels: municipalités, régions, États, bassins économiques ainsi qu'auprès de demandeurs publics et privés, ménages, entreprises, dans les transports, etc. Cela signifie que les différentes mesures doivent s'adresser à différents destinataires.

Seul un travail d'information continu peut permettre d'atteindre un degré élevé de sensibilisation aux questions énergétiques. Les discussions aboutiront à faire de l'énergie verte et de l'efficacité énergétique un secteur que l'on désire profondément social, mais elles ne suffiront pas à véritablement modifier les comportements dans la pratique.

L'expérience montre qu'un niveau d'ambition élevé quant aux effets attendus de l'énergie verte, combiné à un retour d'information correspondant, a plus d'impact sur les économies d'énergie qu'un objectif trop modeste. Le fait de connaître les possibilités de succès aide à susciter une attitude qui contribue largement à ce succès.

La description détaillée des programmes et plans stratégiques d'économie d'énergie est certes nécessaire aux experts pour prendre leurs décisions mais n'éveille pas vraiment l'intérêt des particuliers. Ce sont surtout les expériences personnelles qui créent les conditions nécessaires aux modifications de comportement. L'efficacité de l'engagement peut être renforcée si des personnalités partagent ce point de vue. Ce facteur social englobe également la propension à accepter et suivre les dispositions légales et les conseils d'experts.

Une information adéquate doit cependant être livrée au bon endroit et au bon moment. Les instruments de communication (information, conseil, formation...) sont plus efficaces lorsqu'ils sont combinés de manière précise avec des instruments financiers (fiscalité, incitants financiers) et réglementaires. Une combinaison efficace d'instruments politiques les plus divers permet une rapide transformation du marché.

Palerme (Italie): production d'électricité à partir de gaz naturel.







Parc éolien au large de Copenhague (Danemark).

## Énergie éolienne off-shore: la nouvelle frontière

Pendant un certain temps, l'énergie éolienne continuera à être exploitée essentiellement sur la terre ferme, mais ce seront sans conteste les parcs maritimes qui illustreront les progrès à venir. Fin 2005, ils représentaient moins de 2% de la capacité installée dans l'UE, soit 680 MW (\*) sur 40 500. L'Association européenne de l'énergie éolienne (European Wind Energy Association - EWEA) prévoit que la proportion sera d'un tiers d'ici 2020, et de 50% d'ici 2030. À plus court terme, on s'attend à ce que l'implantation de parcs maritimes prenne de l'essor d'ici 2010 pour atteindre 5 à 10% de la production d'électricité éolienne de l'UE.

Les parcs d'éoliennes en mer présentent le double avantage de profiter de vents de vitesse plus élevée et prévisible, et d'éviter les conflits potentiels avec d'autres usages du sol. Le rendement de l'énergie éolienne est d'environ 40% plus élevé en mer que sur terre. Cela signifie qu'il serait meilleur marché de produire le kWh à partir de l'énergie éolienne. Mais à l'heure actuelle, l'installation d'un parc maritime représente des coûts plus élevés, liés à la mise en place des fondations, à la connexion au réseau ainsi qu'à des conditions plus complexes d'exploitation et d'entretien. Il est cependant clair qu'à moyen terme, les possibilités de réduction des coûts seront plus importantes en off-shore car les entreprises n'ont pas encore recueilli tous les effets des économies d'échelle ni de l'acquisition d'un savoir-faire suffisant. Ces effets apparaîtront lorsque le marché commencera à prendre son essor.

L'occasion est manifeste, pour l'UE, non seulement d'apporter des réponses aux défis de la sécurité d'approvisionnement, du changement climatique et du prix de l'énergie, mais aussi de créer des emplois. C'est particulièrement

vrai pour certaines zones maritimes et côtières touchées par le déclin des activités traditionnelles comme la pêche ou la construction navale.

Sachant que l'UE est à l'avant-garde du marché mondial des turbines éoliennes, dont la production est majoritairement européenne, et qu'il s'agit d'un secteur à coefficient de main-d'œuvre plus élevé que pour les autres alternatives aux combustibles fossiles, l'éolien off-shore représente une option rentable pour de nombreuses régions. Si l'on veut tirer le meilleur parti de l'énergie éolienne et maintenir le leadership européen, il faut consentir des investissements plus importants pour la recherche concernant l'option maritime, et développer sans plus attendre une politique européenne de l'éolien off-shore, comme l'a proposé la Commission en 2004.

L'un des problèmes majeurs de la production off-shore est celui des infrastructures. Les Fonds structurels pourraient jouer un rôle central à cet égard. Il s'agit de développer des réseaux de transport de l'électricité produite en mer capables de répondre aux besoins des marchés de demain, où l'énergie du vent, des vagues et des marées jouera un rôle croissant. Outre une exploitation optimale du plus grand potentiel européen d'énergie renouvelable, ces réseaux permettraient aussi, grâce à l'amélioration des interconnexions, d'apporter une contribution bien nécessaire à un meilleur fonctionnement du marché intérieur de l'électricité.

**Pour en savoir plus:** <http://www.ewea.org>

(\*) Mégawatts (millions de watts): mesure de puissance électrique. A titre d'exemple, 1 kW (mille watts) correspond à la puissance d'un four à micro-ondes.

## Les stratégies régionales

Dans de nombreuses régions d'Europe, des stratégies et concepts exemplaires en faveur du développement durable sont d'ores et déjà à l'œuvre et l'on travaille en permanence à l'accroissement de l'efficacité énergétique et de l'utilisation des énergies durables.

Plus de 50 régions innovantes coopèrent à cette fin au sein de la FEDARENE, la fédération des agences régionales de l'énergie de toute l'Europe, dont l'échange d'information entre régions et la coopération dans le domaine énergétique constituent les activités principales.

Toutes les régions ayant signé la déclaration „*European Regions for Energy Efficiency and Renewable Energy Sources*», initiée par l'*Energiesparverband* de Haute-Autriche et par la FEDARENE ont prouvé par là leur engagement pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Plus de 20 régions de toute l'Europe ont déjà participé à cette initiative et se sont fixé des objectifs concrets d'utilisation d'énergies renouvelables.

## Perspectives

En ce début de millénaire, nous sommes confrontés à des défis nouveaux et intéressants: notre consommation énergétique et les effets environnementaux qui en découlent ont atteint un point critique. Ces défis exigent des actions plus fortes. Il est nécessaire, notamment à la lumière des conditions cadres européennes et des accords internationaux, de poursuivre l'engagement en faveur de stratégies énergétiques concertées. Le changement de paradigme qui s'est amorcé et qui tend à mettre l'accent sur la demande plutôt que sur l'offre rendra les stratégies énergétiques encore plus axées sur les besoins et le bien-être des consommateurs.

### Biodiesel tiré de graisses animales

En mars 2005, dans le cadre d'un projet d'implantation d'une usine pilote européenne dans une zone défavorisée, du biodiesel a été tiré de la colonne de distillation de la nouvelle usine d'Argent Energy, en Écosse (UK). Ce carburant a été testé dans le laboratoire bien équipé du site afin d'évaluer s'il satisfaisait aux critères de la norme européenne EN14214 pour le biodiesel, et d'autres échantillons ont été envoyés à des laboratoires d'essais indépendants. Les résultats se sont révélés positifs et les participants au projet ont vu le succès récompenser leur confiance dans cette technologie.

Le biodiesel est certes connu depuis des décennies, mais l'intérêt particulier du projet résidait, tout d'abord, dans l'utilisation d'une technologie qui n'avait pas encore fait ses preuves à une grande échelle commerciale. En outre, la matière première utilisée n'était pas l'huile végétale habituelle, mais les graisses animales issues des abattoirs et boucheries ainsi que les huiles de cuisson usées. Prouver que ces sources d'énergie peuvent être converties de façon rentable et à grande échelle en un carburant de très haute qualité, constituait une étape cruciale dans un contexte où l'UE encourage l'introduction croissante de biocarburants sur les marchés.

Plusieurs technologies se développent dans ce secteur en rapide expansion. Un effort accru de R&D est consenti afin d'élaborer des carburants de deuxième et troisième

génération. Les grandes compagnies pétrolières, responsabilisées dans la recherche de solutions durables, prennent le relais. De leur côté, les gouvernements établissent des mesures pour le développement des biocarburants, avec des objectifs de volume de plus en plus élevés et en collaborant avec l'industrie en vue d'obtenir les meilleurs avantages environnementaux (par exemple via l'analyse complète du cycle de vie du produit). À cet égard, un facteur déterminant pour permettre à l'industrie de concrétiser les projets ne doit pas être perdu de vue, à savoir les systèmes régionaux d'assistance financière. Réclamés par l'industrie, ces systèmes ont tenu leurs promesses.

**Pour en savoir plus:** <http://www.argentenergy.com/>





Estonie, Grèce, Italie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque

## «Energy 4 Cohesion»: favoriser les énergies renouvelables dans les régions rurales moins développées»

Christian Epp, Coordonnateur du projet



Le projet «Energy 4 Cohesion» (Energie pour la cohésion), qui est soutenu par le programme Energie intelligente pour l'Europe (EIE), est en cours du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 30 juin 2008. Le consortium du projet comprend 13 sociétés et instituts ayant une expérience dans les secteurs des énergies renouvelables et du développement rural, provenant de 11 Etats membres de l'UE. Une assistance leur est apportée par 7 sous-traitants travaillant dans les régions ciblées et par 9 partenaires stratégiques qui contribuent au dialogue sur la politique suivie et aident à la gestion du projet.

Ces partenaires coopéreront pour établir 8 schémas directeurs concernant des projets d'énergies renouvelables dans 8 régions cibles de l'UE, en faisant en sorte que ces projets puissent utiliser les Fonds structurels et de cohésion 2007-2013. On y définira les «bonnes pratiques» relatives aux mécanismes de financement et plans de coopération adéquats pour de tels projets. En outre, les partenaires dispenseront une formation aux acteurs et décideurs locaux et leur apporteront leur assistance.

Les huit régions cibles sont Zlin (République tchèque), Limbazi (Lettonie), Velky Krtis (Slovaquie), Kaunas (Lituanie), Poviát Nowa Sol (Pologne), Evros (Grèce), l'île de Saaremaa (Estonie) et Alta Locride (Italie).



Dans un premier temps, l'équipe du projet étudiera les programmes des fonds européens en faveur du développement des régions, y compris rurales, d'Europe centrale, orientale et méridionale. Les partenaires examineront les politiques pertinentes pour la cohésion européenne et évalueront leur adéquation à des actions décentralisées dans le domaine de l'énergie en visant le développement de ces régions.

Les résultats permettront d'établir une plateforme sur l'approche à mener en termes de partage des expériences et d'identification des pratiques exemplaires. Des plans d'action pour la promotion des actions énergétiques à petite échelle dans les zones rurales seront alors élaborés, en recomman-

dant des mesures à prendre à l'échelon européen, national et régional dans le cadre de la politique de cohésion.

Dans un second temps, des projets pilotes seront mis sur pied dans les 8 régions retenues, qui présentent un potentiel important pour la mise en valeur d'énergies renouvelables. Ils feront l'objet d'un schéma directeur par région, couvrant la conception, la planification et l'exécution d'actions décentralisées.

L'expérience d'autres régions montre que de tels projets décentralisés relatifs aux énergies renouvelables peuvent apporter des avantages économiques et environnementaux aux zones rurales éloignées. Cependant, un obstacle majeur est le manque de sources de financement appropriées, souvent dû à la petite taille des projets. Les agences locales pour l'énergie et le développement bénéficieront donc d'une aide visant à définir un mode spécifique de financement de projet applicable dans le cadre de la politique de cohésion. De plus, un forum sera organisé pour encourager et faciliter les investissements privés. L'élaboration d'un plan innovant de financement de la coopération permettra en outre de rassembler les projets et, ainsi, de créer une masse critique suffisante. D'autres outils de financement novateurs seront mis au point pour apporter des capitaux d'amorçage et établir une nouvelle norme de qualité en matière de financement, de manière à attirer des investissements de tiers.

L'équipe d'Energy 4 Cohesion organisera par ailleurs dix séminaires thématiques destinés à sensibiliser les acteurs régionaux (développeurs de projets, représentants de collectivités locales, responsables politiques et fonctionnaires, acteurs et entrepreneurs du secteur de l'énergie) au potentiel de développement recélé par les actions décentralisées en matière d'énergies renouvelables et à les informer sur les possibilités qu'apporteront les nouveaux programmes de cohésion de 2007 à 2013. Ces séminaires constituent donc un outil de mobilisation important.

Enfin, une campagne de diffusion (page d'accueil, lettres d'information, présentations, publications, etc.) fera connaître les résultats du projet, en mettant l'accent sur le travail politique pour la cohésion, les actions pilotes et les plans innovants de financement.

Pour en savoir plus: <http://www.e4c.org/>

## AÇORES (PORTUGAL)

## Valorisation de la géothermie



**Coût total:** 60 000 000 EUR

**Contribution UE:** 25 000 000 EUR

«Piloté par la Sociedade Geotérmica dos Açores (SOGEO), un complexe géothermique de 23 MW est en cours de développement sur le site de Ribeira Grande, dans l'île de São Miguel. Une première phase industrielle a débuté en 1994 avec l'installation de deux unités de 2,5 MW chacune. Elle a été complétée en 1998 par la construction de deux autres unités de 4,0 MW. Une nouvelle centrale d'une capacité de 10 MWe est à présent construite près de Pico Vermelho. Elle devrait débiter sa production en septembre 2006, contribuant sensiblement à augmenter l'autonomie énergétique des Açores grâce à l'exploitation de cette ressource locale renouvelable. En 2007, la géothermie devrait fournir 158 GWh, soit environ 36% de l'approvisionnement électrique des Açores. Une autre projet est à l'étude dans l'île de Terceira, tandis que des prospections sont en cours dans les autres îles afin de valoriser les importantes ressources géothermiques de l'archipel.»

**Carlos Bicudo da Ponte**, Membre exécutif du conseil d'administration, SOGEO  
[sogeo@eda.pt](mailto:sogeo@eda.pt)

## AUTRICHE

## Le cogénérateur de Güssing



**Coût total:** 11 000 000 EUR

**Contribution UE:** 2 000 000 EUR

«Un nouveau type de centrale a été construit à Güssing afin de rendre possible la production d'électricité à partir de matière organique dans de petites unités réparties sur l'ensemble du territoire. La centrale utilise un système de gazéification qui a l'avantage par rapport aux incinérateurs classiques de conjuguer chaleur et électricité. A Güssing, la combustion de 1,760 kg de bois par heure fournit 2000 kW d'électricité et 4500 kW de chauffage collectif. La centrale abrite également de nombreuses activités de recherche. On expérimente ainsi la production d'essence, de gazole et de méthane, ainsi que l'utilisation d'une pile à combustible.»

**Reinhard Koch**, Directeur commercial, Biomassekraftwerk Güssing GmbH & Co KG  
[r.koch@eee-info.net](mailto:r.koch@eee-info.net)  
[www.eee-info.net](http://www.eee-info.net)

## ALLEMAGNE

## La «Vallée solaire» de Saxe-Anhalt



**Coût total:** 21 000 000 EUR

**Contribution UE:** 10 500 000 EUR

«Un cluster de l'industrie solaire se développe près de Bitterfeld en Saxe-Anhalt depuis l'année 2000. La région a été durement affectée par la rapide désindustrialisation qui a suivi la fin de la RDA, provoquant en particulier le chômage et l'exode des jeunes vers l'ouest. La décision de la société Q-Cells d'y produire des panneaux solaires, conjuguée à l'aide du FEDER notamment, a permis à la région de rebondir. Avec ses partenaires EverQ et CSG Solar, Q-Cells a créé plus de 1 200 emplois jusqu'ici. Et l'on en attend bien plus avec la croissance que connaît le secteur, les efforts consentis en recherche-développement et la commercialisation de nouvelles technologies photovoltaïques.»

**Stefan Dietrich**, Directeur des relations publiques, Q-Cells AG  
[s.dietrich@q-cells.com](mailto:s.dietrich@q-cells.com)  
[www.q-cells.com](http://www.q-cells.com)

## FINLANDE

## Le réseau BENET Bioénergie



**Coût total:** 670 000 EUR

**Contribution UE:** 450 000 EUR

«Grâce à son réseau de coopération et à son équipe polyvalente, BENET peut proposer une large gamme de services sur le marché en expansion rapide des bioénergies. Fondé en 1997 et comprenant 9 organisations indépendantes spécialisées de Finlande centrale ainsi que des membres individuels, BENET Bioénergie offre une expertise en agriculture et foresterie, traitement de la biomasse, techniques de production d'énergie, conception d'installations, marchés énergétiques, développement d'entreprise et formation. Principalement financés par le programme «Energie intelligente pour l'Europe», les projets mis en œuvre par BENET (5EUROS, PROPELLETS et BIOHAUSING) promeuvent l'usage des bioénergies pour la production de chaleur et d'électricité, l'exportation de technologies et l'esprit d'entreprise au sein du secteur. Le réseau coopère avec des partenaires internationaux pour le développement des marchés bioénergétiques. BENET dispose d'outils uniques en leur genre, dont l'un des plus importants laboratoires de R&D d'Europe et une unité de formation et de développement, le Centre de Bioénergie.»

**Dan Asplund**, Président du conseil d'administration  
[dan.asplund@jsp.fi](mailto:dan.asplund@jsp.fi)  
<http://benet.finbioenergy.fi>



## Le défi énergétique, une priorité du développement régional en Haute-Autriche

### A l'avant-garde des énergies

Depuis 1991, la région de Haute-Autriche mène une politique volontariste en matière d'énergie: incitation à l'efficacité énergétique, soutien aux sources d'énergie alternatives, projets et infrastructures pilotes... Hors transports, près du tiers de l'énergie consommée dans le Land provient désormais des énergies renouvelables. Avec des retombées positives sur le développement régional. Rencontres et exemples de projets.



Production de panneaux solaires à St-Ulrich.

En cette journée de juin, il fait 35°C à l'ombre à Linz, capitale du Land de Haute-Autriche. L'hôtel a beau afficher trois étoiles, un supplément relativement important est exigé des clients qui souhaitent utiliser la climatisation de leur chambre. Au fil de son séjour, d'autres signes indiqueront au visiteur qu'ici, dans ce coin de pays, on ne badine pas avec l'énergie.

«L'énergie est un thème prioritaire depuis quinze ans en Haute-Autriche», raconte Gerhard Dell. «C'est une préoccupation qui est venue de la base, 'bottom up' comme on dit. En tous cas, il y avait un consensus entre tous les partis politiques. Ce n'est pas forcément vrai dans tous les Länder autrichiens. Il peut y avoir des sensibilités différentes d'une région à l'autre. Cela dépend des habitants, des acteurs socio-économiques, des élus... Ici, par exemple, un ministre a joué un rôle déterminant.» «Les fonds européens sont venus en renfort», ajoute Christiane Egger. «Notre programme d'Objectif 2, qui concerne 150 communes et

*fait de l'énergie une priorité du développement régional, a augmenté nos moyens d'action.*

#### Construction durable

Gerhard et Christiane sont respectivement directeur et directrice adjointe de l'Oberösterreichischer Energiesparverband (ESV), mot à mot l'Association haute-autrichienne pour les économies d'énergie. Il s'agit en pratique de l'Agence de l'énergie soutenue par le gouvernement du Land. Forte de 19 employés permanents en plus de pouvoir compter sur un pool d'une cinquantaine de consultants spécialisés, l'ESV assure toute une gamme de missions et prestations qui vont de l'information à l'assistance technique, en passant par la formation (750 conseillers en énergie formés depuis 1991), l'animation, la coopération internationale et le transfert de savoir-faire (organisation annuelle des «World Sustainable Energy Days», par exemple).

Spectaculaire par le nombre des dossiers traités, une première fonction de l'agence est le conseil en efficacité énergétique, tant auprès des particuliers que des entreprises et des collectivités. «Il s'agit d'entretiens personnalisés d'environ une heure, en face à face», explique Christine Öhlinger, chargée d'information à l'ESV. «Nous en effectuons 15 000 par an, dont environ 300 pour des entreprises. Nous réalisons également des écobilans de bâtiments car nous sommes chargés de la certification énergétique dans le cadre du Programme de construction durable du Land. Un projet certifié énergétiquement durable accède à des prêts à taux préférentiel pour la construction ou la rénovation d'un logement.» 50 000 dossiers sont ainsi passés par les services de l'agence depuis 1993. Pour la seule année 2005, 3 500 projets de construction et 3 700 projets de rénovation ont été évalués. On estime que ce programme a permis d'économiser 1 milliard de kWh en Haute-Autriche depuis 1993. Les 100 millions de litres de mazout non consommés ont permis d'éviter 200 mille tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Financièrement, c'est une économie globale de 100 millions d'euros qui ont pu être réinjectés dans l'économie régionale.

## Cubes

Pour relever le défi énergétique le plus possible en amont, avec tous les acteurs concernés, l'ESV organise dans les communes des audits locaux «en étroite concertation avec la population», insiste Joachim Payr, un consultant qui anime régulièrement ce genre d'exercice où habitants et «forces vives» sont invités à s'exprimer sur la façon d'économiser l'énergie. «Cela donne d'excellents résultats. Ici, à Munderfing (2 700 habitants), cette élaboration collective du plan a révélé qu'on pouvait produire sur place jusqu'à deux fois plus d'énergie que nous n'en consommons.»

Et Joachim de présenter la réalisation dont il dit être le plus fier: une petite boîte carrée contenant 6 cubes de bois à l'instar des jeux de puzzle à pièces cubiques pour enfants. Ici, les faces des cubes permettent, en les associant, de constituer 6 images représentant 6 aspects du processus de développement durable. Ou encore 36 combinaisons différentes illustrant la complexité de la démarche mais aussi la multiplicité des voies possibles. «Ça, c'est notre cube 'rubik' à nous. Vous ne pouvez pas vous imaginer les débats que cette petite boîte à malices a déjà suscités!» Des débats et une démarche collective qui débouchent sur des plans fixant des objectifs d'efficacité énergétique à 5, 10 et 30 ans. C'est ainsi que 74 plans stratégiques communaux ont pu être réalisés jusqu'ici.

## Contracting

«L'énergie est avec la culture, le social et le tourisme une des quatre priorités de notre commune», insiste Erich Rippl, maire de Lengau (4 600 habitants). Depuis la rentrée de 2005, Schneegattern, un village de l'entité communale, dispose d'une école maternelle dernier cri en termes de confort pour les enfants, mais aussi d'architecture et d'énergie: il s'agit d'une construction «passive», très économe en énergie, chauffée aux granulés de bois. L'ESV a aidé la commune à faire les bons choix. «L'investissement de 715 000 euros représente 8% de plus que ce qu'aurait coûté une construction



Bioclimatique, la nouvelle maternelle de Schneegattern est peu énergivore.

classique, estime Erich Rippl, mais on rentre rapidement dans ses frais avec les économies d'énergie substantielles qu'un bâtiment comme celui-ci permet de réaliser.»

Lengau va rejoindre prochainement la centaine de communes et entreprises qui ont opté pour la formule de l'«Energie-Contracting-Programme», une innovation, pour ne pas dire une révolution dans le mode de financement des infrastructures énergétiques. «Nous sommes la première région d'Europe à mettre en pratique ce système», affirme Gerhard Dell. «La formule est inventée depuis longtemps, mais elle passait pour un exercice intellectuel. Nous sommes en train de démontrer qu'elle fonctionne.»

Explications. Une commune veut par exemple moderniser son éclairage ou son chauffage urbain, ou encore assurer l'isolation thermique complète d'un bâtiment public. Elle choisit par appel d'offres une entreprise spécialisée qui ne va pas se contenter d'installer l'équipement mais va prendre aussi en charge toute la gestion de l'infrastructure, depuis le financement complet de l'investissement jusqu'à la maintenance. Par contrat, l'entrepreneur va garantir à la commune – le donneur d'ordre – un certain pourcentage d'économie d'énergie. Cette économie garantie va permettre au donneur d'ordre de rembourser l'investissement voire même, au bout d'un certain temps, de financer de nouvelles infrastructures.

«On externalise en quelque sorte le poste énergie», explique Erwin Moser, directeur de l'administration municipale de Munderfing. Et il tend un morceau de papier sur lequel il a griffonné le calcul du prix de revient et des économies réalisées avec le nouvel éclairage communal: «Nous avons signé un contrat de 120 mois pour l'installation de 318 lampadaires. Coût total: 165 000 euros. Nous consommons jusqu'ici 46 614 kWh par an. A présent, nous consommons 35 900 kWh. Nous réalisons donc une économie de 10 714 kWh par an, soit 23% et c'est garanti par le contractant.»

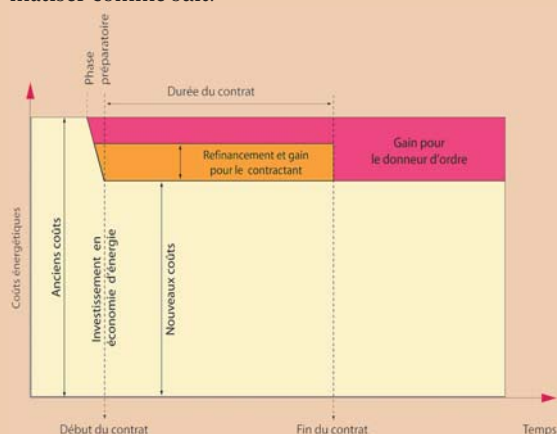
Ce type de contrat pour lequel l'agence de l'énergie de Haute-Autriche fournit conseil, accompagnement et subventions (équivalente en moyenne à 14% des coûts et même 24% en zone d'Objectif 2) vaut aussi pour les entreprises.

Installée à Losenstein, la société Weber-Hydraulik (170 employés) fabrique des crics, des bras télescopiques et des ci-



## Un dispositif gagnant/gagnant

Le programme «Energie-Contracting» de Haute-Autriche repose sur une «formule magique» qu'on peut schématiser comme suit:



Qu'il s'agisse d'éclairage, de chauffage, d'approvisionnement en eau chaude ou de rénovation d'un bâtiment public, le contrat est avantageux pour les deux parties:

- Le donneur d'ordre (collectivité locale ou entreprise) n'a pas à déboursier d'argent pour les nouveaux équipements.
- Garantie au départ par le contractant, l'économie d'énergie réalisée permet de financer l'investissement.
- Le donneur d'ordre bénéficie du savoir-faire du contractant et de la technologie la plus actuelle en matière de gestion de l'énergie.
- Cette modernité dynamise son image.
- Tout son personnel peut se concentrer sur le cœur de métier de son entreprise, l'entretien étant pris en charge par le contractant;
- Le contractant, quant à lui, s'assure un volume d'activité à plus ou moins long terme auprès d'un client solvable.
- Il reste à la pointe de la technologie et profite d'une visibilité sur le marché.

sailles de désincarcération utilisées par les pompiers. Souhaitant agrandir ses installations, elle en a profité pour changer de système de chauffage en ayant recours au programme Energie-Contracting. «C'est une formule win/win», insiste Kurt Sperrer, responsable de la production. «Alors que nous avons à présent plus d'espace à chauffer, nous avons remplacé 4 600 m<sup>3</sup> de mazout à 85 000 euros par 7 200 m<sup>3</sup> de biomasse à 60 000 euros. Nous avons un contrat de 15 ans avec un chauffagiste qui nous garantit 25% d'économie mais dans la pratique, le pourcentage atteint 40%... Pour l'alimentation des chaudières, un contrat a été passé avec un agriculteur qui fournit des copeaux de bois déchiqueté.»

## Biomasse

Le bois déchiqueté, c'est la matière première de la coopérative Bio-Wärme Weyer située près du charmant village de



Klaus Hofer, directeur de la coopérative Bio-Wärme Weyer.

Weyer Markt dans la vallée de l'Enns. Au bout d'un chemin de terre, on aperçoit ce qui ressemble à première vue à un banal hangar avant de découvrir qu'il s'agit en réalité d'une infrastructure ultramoderne, bourrée d'ordinateurs et de machines sophistiquées. Il est vrai que les trois quarts du long bâtiment sont un immense entrepôt abritant des centaines de mètres cubes de copeaux entraînés vers la chaufferie par une sorte de grand ressort-serpentin. Bio-Wärme Weyer est en effet une centrale de chauffage par biomasse, d'une puissance de 5 MW, qui fournit de l'eau chaude à 121 clients via un réseau de canalisations de 11 km. «L'eau sort d'ici à 100°C et arrive chez l'abonné à au moins 85°C. Toutes les écoles de la commune, quelques entreprises et beaucoup

## Les énergies renouvelables en Haute-Autriche

Le Land de Haute-Autriche (1,4 million d'habitants) tire près du tiers de son énergie de ressources renouvelables, contre à peine 6% en moyenne dans l'Union européenne. Pour le chauffage, la proportion atteint même 41% (UE: 11%). La biomasse et l'hydroélectricité représentent chacune 14% de la consommation totale d'énergie, un petit pourcentage étant couvert par les énergies solaire, éolienne et géothermique.

Les énergies renouvelables en Haute-Autriche, ce sont:

- plus de 1 000 installations photovoltaïques, soit 770 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires,
- 34 000 équipements de chauffage et 250 réseaux de chauffage collectif par la biomasse,
- plus de 30 000 pompes à chaleur,
- 23 éoliennes,
- plus de 7 unités de production de biocarburant,
- plus de 500 petites centrales hydroélectriques, dont plus de 200 ont été récemment modernisées.

On estime que le recours aux énergies renouvelables permet d'économiser chaque année 1,5 milliard d'euros en importations d'énergies fossiles, tout en générant 100 millions d'euros d'investissements dans la région.

de particuliers nous font confiance», explique le responsable Klaus Hofer. Créée en 2001 par 4 entreprises forestières et 16 exploitations agricoles, la coopérative a bénéficié d'une aide européenne de 5 millions d'euros au titre du développement rural. «Dans une région forestière à 80%, on serait bête de ne pas valoriser la seule vraie richesse que nous avons, la biomasse. Notre production remplace 1,5 million de litres de mazout et évite l'émission de 3,6 mille tonnes de CO<sub>2</sub> par an», fait remarquer Klaus.

## EcoEnergie

La coopérative fait partie d'un autre dispositif initié et animé par l'agence de l'énergie de Haute-Autriche: l'«Ökoenergie-Cluster» ([www.oec.at](http://www.oec.at)), réseau des entreprises régionales actives dans le secteur des énergies renouvelables, des matériaux écologiques et des technologies au service de l'environnement. Elles sont 142 à participer au réseau, dont une vingtaine en République tchèque voisine. Côté autrichien, l'ensemble représente un chiffre d'affaires annuel de 390 millions d'euros pour quelque 2 700 emplois. Le réseau offre à ses membres un éventail de ressources: information, formation, subventions à l'innovation technologique, à la commercialisation, à l'exportation. Sans parler de la coopération transnationale.

A St-Ulrich, près de Steyr, la société Kalkgruber Solar- und Umwelttechnik GmbH commercialise des panneaux solaires et des chaudières pouvant consommer à la fois des bûches et des granulés de bois. Fondée en 1993 et comptant 115 employés, des jeunes pour la plupart, l'entreprise est emblématique du secteur des technologies énergétiques développé en Haute-Autriche: innovante, compétitive et fortement exportatrice. «70% de la production est exportée», confie le directeur et fondateur Johann Kalkgruber. «Surtout vers l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, la Hongrie et de plus en plus la France. Le marché est en plein essor mais il faut se battre car nous avons quand-même une trentaine de concurrents.» L'entreprise, qui doit constamment innover, peut utiliser pour cela les possibilités offertes par le Cluster EcoEnergie qui favorise la coopération. Elle



Construction d'une raffinerie de biodiesel à Enns.

participe ainsi au projet européen «Socold» (2004-2006) qui rassemble des partenaires allemands, autrichiens, espagnols et français cherchant à mettre au point des systèmes de réfrigération et d'air conditionné fonctionnant à l'énergie solaire et destinés aux particuliers et aux petites entreprises. «L'avenir, c'est un cocktail de biomasse, de solaire, d'éolien et d'autres énergies renouvelables», affirme Johann Kalkgruber.

Un avis que partage Joachim Payr, le consultant aux cubes, qui, comme c'est souvent le cas dans ce secteur innovant et «conscientisé» des nouvelles technologies énergétiques, porte une deuxième casquette: Energiewerkstatt (Atelier Energie), la société qu'il a créée en 1995 avec trois associés, est devenue un des leaders européens de l'assistance technique au secteur éolien. A ce jour, 46 parcs d'éoliennes - la moitié de la puissance éolienne actuelle de l'Autriche - ont fait appel à son expertise. «Les gisements d'énergies renouvelables sont encore très importants», dit-il. «Prenez l'hydroélectricité: on pourrait multiplier par deux le rendement des centaines de petites centrales que nous avons en les modernisant. Il faut pour cela conscientiser les propriétaires privés. Petit à petit, on y parvient.»

«Dans le domaine de l'énergie, il ne peut pas y avoir de 'big bang'», assure le directeur de l'agence ESV, Gerhard Dell. «Les solutions sont multiples, diffuses et de longue haleine. Là où subsiste un vrai problème énergétique, c'est dans les transports. Mais pour ça, la balle est en grande partie dans le camp des constructeurs automobiles. Pour le reste, il faut conjuguer les sources d'énergie, construire les bonnes infrastructures, s'assurer d'une relève parmi les jeunes et pouvoir compter sur un appui politique et financier dans toutes les régions d'Europe... Le niveau régional est le mieux adapté car il est proche du producteur et du consommateur. Le bilan énergétique de la Haute-Autriche est très bon: 30% de notre consommation provient de sources renouvelables. Mais 30%, ça veut dire aussi qu'il en reste 70% à gagner.»



Fabrication de chaudières à bois et copeaux de bois.

Pour en savoir plus: <http://www.esv.or.at/>



## ESPAGNE

### Centre national des énergies renouvelables



**Coût total:** 15 600 000 EUR  
**Contribution UE:** 2 800 000 EUR

«Doté des équipements les plus modernes tels que des laboratoires pour la mise au point de capteurs thermiques et panneaux photovoltaïques, l'analyse et les essais en matière de biomasse ou encore la certification d'aérogénérateurs, le Centre national des énergies renouvelables (CENER), installé près de Pampelune en Navarre, dispose de toute la panoplie nécessaire aux activités de recherche-développement. Ces dernières couvrent essentiellement cinq domaines: l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie de la biomasse, l'architecture bioclimatique et l'utilisation de l'hydrogène pour le stockage de l'énergie. Démarrée en 2002, l'activité du CENER a pour finalité ultime de rendre accessibles à toute la société les technologies les plus performantes, en partant de l'idée que la meilleure énergie est celle qui n'est pas consommée».

**Juan Ormazábal**, Directeur général  
[direccion@cener.com](mailto:direccion@cener.com)  
[www.cener.com](http://www.cener.com)

## HONGRIE

### Meilleure efficacité énergétique pour l'hôpital de Szeged



**Coût total:** 1 600 000 EUR  
**Contribution UE:** 589 000 EUR

«Grâce aux cofinancements européens, l'hôpital de Szeged a pu mettre en oeuvre un plan d'action novateur en matière d'énergie: les antiques chaudières à vapeur ont été remplacées, tout comme les tuyauteries et les radiateurs. Contrôlé par ordinateur, le nouveau système de chauffage permet des économies substantielles. De même, 800 m<sup>2</sup> de panneaux solaires ont été installés sur le toit de l'hôpital. L'énergie générée sert à produire de l'eau chaude utilisée tant pour les soins que pour chauffer le bâtiment. Ce projet est l'amorce d'une opération de rationalisation énergétique plus large qui concernera les autres édifices municipaux, à commencer par les collèges et un centre médical. C'est une façon pour Szeged de s'attaquer au problème du réchauffement climatique. Il s'agit, comme on dit, de 'penser globalement et agir localement'».

**Botka Laszlo**, Maire de Szeged  
[racz.peter@polghiv.szeged.hu](mailto:racz.peter@polghiv.szeged.hu)

## GUADELOUPE (FRANCE)

### Soutien à l'éolien et aux autres énergies renouvelables



**Coût total:** n.c.  
**Contribution UE (incluant: éolien, géothermie, énergie solaire):** 35 046 990 EUR

«Avec une population d'environ 450 000 habitants, la Guadeloupe fait figure de cas unique dans la Caraïbe, puisque tant l'éolien que le solaire, l'hydraulique, la géothermie ou la combustion de la bagasse et du charbon participent à sa moindre dépendance du pétrole alors que, durant les 12 dernières années, la consommation a progressé à un rythme annuel moyen de 5,5 % par an pour atteindre environ 1 400 GWh aujourd'hui. L'énergie éolienne est produite à partir de 11 fermes éoliennes sur le versant oriental de la Guadeloupe, les îles de Marie-Galante, de la Désirade et de Terre de Bas. A ce jour, 208 aérogénérateurs sont installés pour une puissance estimée à 21 MW et une production annuelle de 50 GW. L'objectif fixé par les élus locaux est de produire 10% de l'énergie électrique à partir de l'éolien, soit une puissance de 50 MW. En 2006, on peut considérer que 60% des prévisions ont été réalisées.»

**Nadia Roseau**, Préfecture de la Guadeloupe  
[nadia.roseau@guadeloupe.pref.gouv.fr](mailto:nadia.roseau@guadeloupe.pref.gouv.fr)

## ROYAUME-UNI

### Le bois, source d'énergie pour les entreprises



**Coût total:** 17 500 000 EUR  
**Contribution UE:** 5 900 000 EUR

«A travers le 'Wood Energy Business Scheme (WEBS / Programme Bois Energie Entreprise), le Pays de Galles cherche à créer un débouché pour le bois comme combustible durable destiné au chauffage et à la production d'électricité à petite échelle. Les PME de la zone galloise de l'Objectif 1 et de la zone de l'Objectif 2 (Powys) peuvent demander une subvention pouvant couvrir jusqu'à 48% des coûts d'un système de chauffage au bois, d'une petite génératrice d'électricité (moins de 2 MW) ou d'un équipement de transformation du bois en carburant. Lancé pour quatre ans en mars 2004, le programme est géré par la Commission des Forêts du Pays de Galles. Jusqu'à présent, 50% des fonds ont été alloués à 53 projets, dont 2 petites génératrices, 10 projets de transformation et 38 systèmes de chauffage. La Commission des Forêts réserve également 35 000 tonnes de bois au marché du chauffage par biomasse dans le cadre du WEBS.»

**Michael Pitcher**, Chef de projet, Wood Energy Business Scheme  
[mike.pitcher@forestry.gsi.gov.uk](mailto:mike.pitcher@forestry.gsi.gov.uk)  
[www.woodenergybusiness.co.uk](http://www.woodenergybusiness.co.uk)

Danemark

## «L'Académie de Samsø: toutes les énergies renouvelables sous un même toit»

Søren Hermansen, Directeur

Les touristes qui se rendront l'année prochaine sur l'île danoise de Samsø y découvriront, près du port de Ballen, un nouveau lieu à visiter: l'Académie de l'énergie de Samsø. Sur ce site sera concentrée toute l'expertise acquise dans l'île au fil des projets qui s'y sont réalisés dans le domaine des énergies renouvelables, depuis les turbines éoliennes et les systèmes de chauffage urbain utilisant la paille jusqu'à l'huile de colza et les capteurs solaires à conversion thermique. L'Académie de Samsø offre aux chercheurs danois et étrangers une occasion d'étudier les énergies renouvelables sans devoir aller loin pour chercher de l'inspiration.

En même temps, l'Académie sera un de centre de conférences où chercheurs, entrepreneurs et responsables politiques débattront du développement local basé sur les énergies renouvelables, les économies d'énergie, les nouvelles technologies énergétiques, les nouvelles structures organisationnelles et les modèles de propriété. Le Bureau de l'énergie et l'Agence de l'énergie de Samsø prévoient d'emménager sur le site pour y poursuivre leurs activités de conseillers en énergie, tant auprès des entreprises que des particuliers. Ils entendent également promouvoir le tourisme lié à l'énergie ainsi que les ateliers et séminaires organisés sur ce thème. L'Académie sera ainsi le nouveau quartier général des organisations de Samsø pour l'énergie.

Tout au long de l'été, l'Académie ouvrira des espaces d'exposition et d'expérimentation aux touristes, étudiants et autres passionnés d'énergie; chaque année déjà, plus d'un millier de visiteurs de toutes catégories découvrent «l'île des énergies renouvelables». Dans l'espace d'expérimentation équipé récemment, on pourra par exemple se construire une voiture à hydrogène, une éolienne ou une petite pile solaire. Samsø sera également un but d'excursion pour les enfants, afin de les sensibiliser aux énergies renouvelables lors des camps d'été ou en période scolaire.



Le futur bâtiment.



### Ecologie et tradition

L'architecture de l'Académie est influencée par celle des bâtiments traditionnels de Samsø tels que les maisons vikings. Ecologie oblige, le bâtiment est conçu pour respecter les principes suivants: dérangement minime de la faune et de la flore du marais asséché où il est construit; utilisation de matériaux de construction naturels et recyclables; atmosphère intérieure exempte d'émissions de toxines; fraîcheur assurée par un système de ventilation naturelle dans les bureaux paysagers et par des pièces ouvertes de grand volume; faible consommation d'eau grâce à des installations de récupération (par exemple, l'eau de pluie est utilisée pour les toilettes et pour irriguer les sols); économie de chaleur grâce à une isolation poussée du bâtiment et à un système de chauffage solaire associé à la centrale locale de chauffage urbain qui utilise de la paille, les canalisations étant de leur côté parfaitement isolées grâce à une double tuyauterie: le taux de perte thermique est ainsi le plus bas jamais atteint au Danemark.

Les capteurs solaires qui approvisionnent l'Académie en eau chaude serviront à faire la démonstration de ce moyen de chauffage auprès visiteurs. Quelque 100 m<sup>2</sup> de cellules solaires photovoltaïques sur le toit et des turbines éoliennes locales alimentent le bâtiment en électricité. Les appareils électriques et les luminaires utilisés dans tous les locaux sont à faible consommation d'énergie. Les fenêtres sont conçues pour optimiser les conditions d'éclairage.

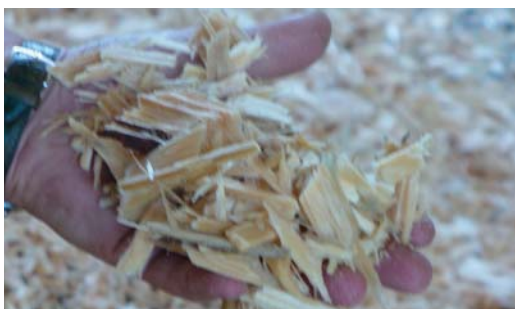
L'Académie de l'énergie est un projet local cofinancé par la municipalité de Samsø, par Real Dania (fonds privés) et par les Fonds structurels. Le coût total, aménagements intérieur compris, s'élève à 2 000 000 d'euros. Le FEDER a contribué à hauteur de 25 000 euros pour l'étude de faisabilité et de 400 000 euros pour la construction. Le comité directeur de l'Académie est constitué de représentants d'universités, des autorités de l'arrondissement et de la municipalité ainsi que des ONG locales. La réussite du projet s'explique principalement par le fait que Samsø a démontré que les énergies renouvelables sont une option rentable pour une petite communauté. Les bénéfices tirés des économies d'énergie et de la production d'énergie propre sont réinvestis dans l'Académie.

**Contact:** Samsø Danmarks Vedvarende Energi Ø (Denmark's Renewable Energy Island), [www.veo.dk](http://www.veo.dk)



## INTERREG IIIA ALLEMAGNE/ FRANCE/BELGIQUE/LUXEMBOURG

### «RUBIN»: stratégies régionales en faveur de la biomasse



**Coût total:** 1 550 000 EUR  
**Contribution UE:** 770 000 EUR

«RUBIN a pour but de déterminer le potentiel et les limites de l'utilisation de la biomasse dans notre territoire transfrontalier. Grâce notamment aux surfaces disponibles et à une demande énergétique locale soutenue, la biomasse peut contribuer substantiellement à notre approvisionnement en énergie. Elle peut également renforcer l'économie régionale en induisant de nouvelles activités dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, du commerce et des services. Il faut pour cela que des mesures concrètes soient prises en amont: création d'un centre de compétences, réalisation d'une étude pouvant déboucher sur une stratégie régionale en faveur de la biomasse, organisation d'événements de sensibilisation, et enfin conception et élaboration de projets pilotes transfrontaliers.»

**Ulrich Bemann,** IZES (Institut für Zukunftsenergiesysteme / Institut pour les systèmes énergétiques du futur)  
[bemann@izes.de](mailto:bemann@izes.de)  
[www.izes.de](http://www.izes.de)

## INTERREG IIIB MER DU NORD

### «POWER» pour l'énergie éolienne off-shore



**Coût total:** 3 493 682 EUR  
**Contribution UE:** 1 746 841 EUR

«L'énergie éolienne est un secteur dont la croissance est freinée à de nombreux endroits par le manque de sites disponibles. Une des solutions est de se tourner vers les installations au large des côtes. Associant 37 organisations de 10 régions riveraines de la mer du Nord, le projet POWER vise à développer l'éolien off-shore en renforçant la coopération et les capacités techniques, logistiques et administratives des acteurs du secteur. En adoptant une approche globale, qui prend en compte toute la chaîne de valeur - de la planification à l'installation et à la formation de spécialistes -, POWER devrait consolider la position du bassin de la mer du Nord à la pointe de cette industrie, voire même en faire une région leader d'ici 2015.»

**Mathias Grabs,** Chef de projet  
[info@offshore-power.net](mailto:info@offshore-power.net)  
[www.offshore-power.net](http://www.offshore-power.net) ([www.interregnorthsea.org](http://www.interregnorthsea.org))

## INTERREG IIIB CADSES

### «KinG» pour l'efficacité énergétique des bâtiments



**Coût total:** 2 423 622 EUR  
**Contribution UE:** 1 183 050 EUR

«Le réseau transnational «CER<sup>2</sup> (Central European Regions Cluster for Energy from Renewables.NETwork) vise à favoriser le développement régional et la croissance économique locale en Europe centrale en promouvant les technologies énergétiques respectueuses de l'environnement et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Concrètement, il s'agit de mobiliser et fédérer les entreprises, clusters et autres intervenants du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'un des projets soutenus par le CER<sup>2</sup> est le réseau 'KinG' (Kompetenznetzwerk Innovative Gebäude-technik – Réseau de compétences en techniques de construction innovantes). KinG entend faciliter l'intégration dans le secteur du bâtiment de techniques et matériaux permettant de conjuguer confort et efficacité énergétique. KinG a été lancé dans la région de Vienne pour s'étendre à l'ensemble du réseau CER<sup>2</sup> à travers les échanges transfrontaliers de savoir-faire entre régions.»

**Susanne Geissler,** Chef de projet  
[susanne.geissler@arsenal.ac.at](mailto:susanne.geissler@arsenal.ac.at)  
[www.arsenal.ac.at](http://www.arsenal.ac.at)

## INTERREG IIIC OUEST

### «RUSE» ou l'énergie des Fonds structurels



**Coût total:** 1 573 000 EUR  
**Contribution UE:** 968 000 EUR

«Le projet RUSE (Redirecting of Urban areas towards Sustainable Energy / Réorienter les zones urbaines vers les énergies durables) aide les intervenants des nouveaux Etats membres et des pays candidats à mieux utiliser les Fonds structurels pour mettre en œuvre des projets énergétiques durables. Depuis 2004, lorsqu'a été lancée cette initiative de quatre ans, toute une gamme d'actions a été mise en place dans chaque pays partenaire afin d'encourager et aider les municipalités, agences de l'énergie, entreprises et autres acteurs concernés à introduire des dossiers dans le cadre des Fonds. Le site web de RUSE donne ainsi accès à un grand nombre d'outils: documentation sur les Fonds structurels; base de données; newsletters sur le thème de l'énergie; bureaux nationaux pouvant fournir une assistance pour la constitution des dossiers; résultats de séminaires et de voyages d'étude; liens utiles avec d'autres sites concernant les Fonds structurels et l'énergie dans les pays d'Europe centrale et orientale.»

**Christophe Frering,** coordinateur du projet  
[cfrering@energie-cites.org](mailto:cfrering@energie-cites.org)  
[www.ruse-europe.org](http://www.ruse-europe.org)

Première conférence «Les régions, actrices du changement économique»

## Enraciner l'innovation dans les régions

Les 12 et 13 juin s'est tenue à Bruxelles la première d'une série de trois conférences organisées par la Direction générale Politique régionale de la Commission européenne sur le thème général «*Les régions, actrices du changement économique*» en vue de préparer le Quatrième forum sur la cohésion prévu pour juin 2007. Les participants ont débattu des moyens d'*Innover grâce à la politique régionale européenne*, autour d'exemples de bonnes pratiques en termes de transferts de connaissances, d'innovation et de «clusters».



Représentants d'administrations nationales et régionales responsables des Fonds structurels, membres d'institutions académiques, organismes, réseaux ou entreprises impliqués dans la recherche, le développement technologique et l'innovation, ils venaient d'une trentaine de pays à l'invitation de la commissaire en charge de la politique régionale, Danuta Hübner, qui les accueillait aux côtés du président de la Commission européenne José Manuel Barroso et des commissaires Günter Verheugen (industrie et entreprises) et Vladimír Špidla (emploi et affaires sociales).

*«La Commission et les autorités nationales et régionales s'emploient activement à élaborer la politique de cohésion 2007-2013 et à faire en sorte qu'elle apporte des emplois et de la croissance à nos régions», a déclaré Danuta Hübner en ouvrant la conférence. Réponses européennes aux défis de la mondialisation, «la recherche et l'innovation ont un rôle essentiel à jouer dans cette œuvre collective et nous souhaitons les voir prendre une place bien plus importante dans les stratégies d'investissement soutenues par les Fonds structurels».*

Comment créer le bon environnement pour l'innovation ? Comment renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé ? Comment établir des partenariats et optimiser les synergies ? Trois questions pour trois sessions déclinées en neuf ateliers de discussion sur neuf thèmes: rôle des autorités régionales dans l'élaboration de stratégies d'innovation, rôle des pouvoirs publics dans la consolidation des groupements locaux et régionaux, infrastructures et services de soutien à l'innovation, ingénierie financière, développement de pôles d'excellence par les partenariats recherche/entreprise, commercialisation des résultats de la recherche, rôle des réseaux dans les transferts de connaissances, projets transrégionaux, utilisation du cofinancement national et communautaire.

Chacun des ateliers a donné lieu à la présentation de deux exemples de «bonnes pratiques», avec une attention particulière pour les succès obtenus dans les régions les moins prospères. Parallèlement à ces

débats s'est tenue une exposition consacrée à des projets novateurs, et les participants ont eu accès à des cabinets de consultation où des praticiens ont pu leur fournir des conseils personnalisés sur la manière de tirer parti du capital-risque et des groupements dans un contexte régional spécifique.

### Dimension régionale: au plus près des besoins d'innovation des entreprises

Tirant les principales conclusions de la conférence, le Directeur général à la politique régionale, Graham Meadows, a résumé l'accord des participants sur les points suivants:

- > La capacité d'innovation des entreprises est essentielle à la compétitivité, les entreprises doivent innover de façon continue si elles veulent réussir, et si l'on innove il faut investir;
- > Les régions les plus compétitives sont celles qui sont les mieux pourvues en entreprises innovantes;
- > L'atout majeur de l'Europe face à la concurrence internationale réside dans ses ressources humaines;
- > La notion de proximité revêt une grande importance et, à cet égard, la dimension régionale reste essentielle dans un monde «connecté»;
- > Les régions doivent faire ensemble l'inventaire de leurs forces, puis établir une stratégie pour valoriser leur potentiel;
- > Pour bien comprendre les besoins des entreprises, il faut réaliser l'importance que revêt pour elles le facteur temps.

La Commission, a indiqué M. Meadows, annoncera dans la foulée de cette conférence la mise en réseau de 25 «clusters» régionaux auxquels elle fournira une assistance technique. La prochaine conférence de cette série aura lieu les 25-26 janvier 2007 à Bruxelles, sur le thème: «Le défi démographique».

**Pour en savoir plus:** [http://ec.europa.eu/comm/regional\\_policy/conferences/innovating\\_june06/home\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/conferences/innovating_june06/home_fr.cfm)



# REGIO & réseaux

## OPEN DAYS 2006

Du 9 au 12 octobre 2006, quelque 5 000 experts sont attendus à Bruxelles pour le plus grand événement annuel de la politique régionale: les "OPEN DAYS 2006 - Semaine européenne des Régions et des Villes". 135 régions et villes sont partenaires pour organiser 111 ateliers et conférences communs. L'événement, dont le thème cette année s'intitule "Investir dans les régions et les villes d'Europe: partenaires publics et privés pour la croissance et l'emploi", comportera pour la première fois un "Café des Investisseurs" visant à mettre en contact investisseurs privés et décideurs publics de niveau local et régional. Les OPEN DAYS 2006, dans le cadre desquels 70 manifestations locales auront par ailleurs lieu le 13 octobre à travers l'Europe, sont organisés conjointement par la Direction générale Politique régionale de la Commission européenne et le Comité des Régions, avec le soutien de la Présidence finlandaise de l'UE ainsi que de plusieurs grandes entreprises et organisations du milieu bancaire et de la société civile.

[http://ec.europa.eu/comm/regional\\_policy/conferences/od2006/index.cfm](http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/conferences/od2006/index.cfm)

## Coopération UE-Chine en matière de politique régionale

La commissaire à la politique régionale, Danuta Hübner, a signé en mai à Pékin une déclaration d'intention instaurant un forum officiel où l'Union européenne et la Chine pourront débattre des questions de politique régionale. Cette entente fournit un cadre permettant à la DG REGIO et à la Commission chinoise de la Réforme et du Développement national de promouvoir les coopérations bilatérales et l'échange d'informations.

<http://ec.europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/299&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

## Outils de gestion pour INTERREG

Le réseau INTERACT a publié un nouvel outil de gestion conçu pour faciliter aux intervenants INTERREG la mise en œuvre des projets et programmes. Dans «Good Practice INTERREG III Application Pack» («Le dossier de candidature INTERREG III en bonnes pratiques»), on trouvera un modèle de formulaire ainsi que la liste de tous les documents à inclure dans le dossier de candidature. Un autre outil de gestion, destiné à améliorer l'utilisation du FEDER dans le domaine de la coopération territoriale, est également disponible en ligne. Intitulé «Good Practice INTERREG III Project Evaluation and Selection Manual» (Manuel INTERREG III des bonnes pratiques d'évaluation et de sélection des projets), il comprend notamment un guide de l'évaluateur.

<http://www.interact-eu.net/>

## Strasbourg: projet URBAN récompensé

Un projet URBAN porté par la Communauté urbaine de Strasbourg s'est vu décerner par 38 journalistes spécialisés le Premier prix de la catégorie Entreprises et Territoires à l'occasion du palmarès annuel de la presse économique française. Le projet récompensé a permis la création d'un fonds de soutien aux artisans et commerçants en milieu urbain sensible dans le cadre de la redynamisation économique des quartiers sud de Strasbourg (Meinau, Neuhof, Port du Rhin).

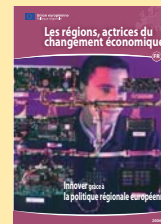
<http://www.urban-france.org/>

## Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
04-08 septembre 2006	21st European Photovoltaic Solar Energy Conference (21ème Conférence européenne sur l'énergie solaire photovoltaïque) <a href="http://www.photovoltaic-conference.com/">http://www.photovoltaic-conference.com/</a>	Dresde (D)
14-15 septembre 2006	5èmes Assises européennes de la montagne: Cohésion pour la croissance – Les montagnes, éléments incontournables de la compétitivité de l'Europe <a href="http://www.euromontana.org">www.euromontana.org</a>	Chaves (P)
26-29 septembre	MICRONORA – Salon international des microtechniques et de la haute précision <a href="http://www.salons-online.com/data/event585.html">www.salons-online.com/data/event585.html</a>	Besançon (F)
09-12 octobre 2006	OPEN DAYS 2006 Semaine européenne des Régions et des Villes <a href="http://www.cor.eu.int/fr/index.htm">http://www.cor.eu.int/fr/index.htm</a>	Bruxelles (B)
19-21 octobre 2006	Assemblée générale et Conférence annuelle de l'Association des régions frontalières européennes <a href="http://www.aebr.net/">http://www.aebr.net/</a>	Pampelune (E)
23-25 octobre 2006	INTERREG III B CADSES Annual Conference & Project Exhibition at the Euregia 2006 <a href="http://www.cadses.net/en/news/CADSSES_Annual_Conference.html">http://www.cadses.net/en/news/CADSSES_Annual_Conference.html</a> , <a href="http://www.euregia-leipzig.de">http://www.euregia-leipzig.de</a>	Leipzig (D)
25-27 octobre 2006	Assemblée générale – Conférence des Régions périphériques et maritimes (CRPM) <a href="http://www.crpm.org">www.crpm.org</a>	Murcie (E)
15-17 novembre 2006	Séminaire sur les bonnes pratiques en matière d'innovation	Graz (A)
5 décembre 2006	SFIT	Bruxelles (B)
25-26 janvier 2007	"Les régions, actrices du changement économique – Les réponses de la politique régionale au défi démographique" <a href="http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/conferences">http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/conferences</a>	Bruxelles (B)

## Dernières publications

### Les régions, actrices du changement économique - Innover grâce à la Politique régionale européenne



Le défi de la recherche et de l'innovation pour 2007-2013, illustré à travers 15 projets en cours. Disponible en 19 langues.

### La stratégie pour l'emploi et la croissance et la réforme de la politique européenne de cohésion



Quatrième rapport d'étape sur la cohésion. Disponible en 20 langues.

### La politique de cohésion et les villes



La contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions. Disponible en 20 langues.

### Une politique de cohésion réformée pour une Europe en mutation. Les régions, les villes et les zones frontalières au service de la croissance et de l'emploi - 10 questions et réponses

Disponible en 20 langues.

### Les régions et les villes pour la croissance et l'emploi: présentation des règlements pour la période 2007-2013 en matière de politique et de cohésion

Disponible en 20 langues.

<http://www.fedarene.org/>

Créée en 1990 à l'initiative de six régions, la Fédération européenne des agences régionales de l'énergie et de l'environnement (FEDARENE) compte aujourd'hui parmi ses membres les instances de 65 régions de quinze pays d'Europe: agences locales et régionales, ministères, directions ou départements de l'énergie et de l'environnement... Son site propose un menu complet de rubriques (publications, événements, exemples de bonnes pratiques, liens utiles...) s'inscrivant dans l'objectif principal du réseau: faciliter la mise en oeuvre des politiques énergétiques et environnementales.



<http://www.klimabuendnis.org/>

La Climate Alliance (Alliance pour le Climat) rassemble près de 1000 villes et municipalités d'Europe engagées dans un partenariat avec les peuples indigènes des forêts vierges. De nombreuses autorités régionales et organisations non gouvernementales en sont membres associés. Dans sa lutte contre l'effet de serre, la déforestation et la dégradation du climat, l'Alliance soutient des projets visant à maintenir les peuples indigènes dans leur environnement en respectant leur mode de vie, leur culture et leurs valeurs. Le site de l'Alliance est une mine d'exemples de mesures et de projets utiles au Nord comme au Sud.



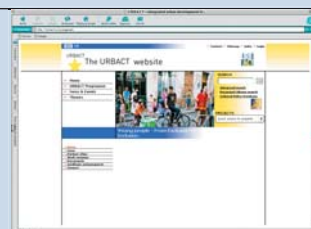
<http://www.urenio.org>

Dépendant de l'Université de Thessalonique mais partenaire de nombreux instituts de recherche et régions d'Europe, URENIO (Unité de recherche sur l'innovation urbaine et régionale) se consacre à l'étude des territoires qui fondent leur développement sur la recherche et développement, l'innovation, les infrastructures, réseaux et clusters technologiques. Son site est un portail qui donne accès à grand nombre d'informations et d'outils facilitant les transferts de connaissance dans ce domaine.



<http://www.urbact.org/youngpeople>

De février 2004 à mai 2006, le réseau URBACT "Young People – from Exclusion to Inclusion" (Jeunes - de l'Exclusion à l'Inclusion) a mis en oeuvre dans 8 villes de l'Union européenne une trentaine de projets axés sur l'intégration socioprofessionnelle des jeunes et leur participation à un développement urbain durable. Ce site présente les résultats de la démarche et permet d'accéder notamment au Rapport de recherche qui fournit une analyse très complète de la situation des jeunes des quartiers défavorisés et des moyens possibles pour l'améliorer.



### 2007-2013: Préparer la nouvelle génération de programmes avec le site Info regio

Les Etats membres et les régions préparent la prochaine période de programmation 2007-2013. Le site Info regio présente de nombreuses informations et des documents importants à tous les acteurs impliqués dans cette démarche. Il s'agit de faciliter les échanges entre eux et d'informer le grand public des progrès réalisés. N'hésitez pas à adresser vos questions et contributions à la DG REGIO.

[http://ec.europa.eu/comm/regional\\_policy/debate/forum\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/debate/forum_fr.htm)

Commission européenne, Direction générale «Politique régionale»  
Unité 01 - «Information et Communication»  
Thierry Daman  
41, avenue de Tervuren, B-1040 Bruxelles  
Fax: +32 2 296 60 03  
E-mail: [regio-info@ec.europa.eu](mailto:regio-info@ec.europa.eu)  
Internet: [http://ec.europa.eu/comm/dgs/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm)

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne  
[http://ec.europa.eu/comm/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/index_fr.htm)

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2006  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium



Office des publications  
[Publications.eu.int](http://Publications.eu.int)